

libérez Paradjanov

tribune socialiste

n° 750 — 4 F

DU 14 AU 20 JUIL. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

P. Naville :

« Un parti pris
d'extrémisme »



de Malville au Larzac

● ces immigrés qu'on vire

● Lip : le syndic hors-la-loi

Directeur politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luites en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Lefebvre, l'épiscopat et les chrétiens pour le socialisme. *Y. Barou* P. 4
Les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale. *L. Goldberg* P. 4

Briser la chaîne

- Lip : le syndic hors-la-loi P. 5
Grèves chez Chantelle et SMV. *De notre correspondant à Epernay* P. 6
Crédit Lyonnais : fin de partie ? *Cl. Deslhiat* P. 6

Les exclus de l'intérieur

- Immigration : un rapport embarrassant. *M. Camouis* P. 7

Le pire

- Comment prendre Malville ? *S. Depaquit* P. 8
Larzac 1977. *J.F. Thoraval.* P. 9

Et pourtant elle tourne

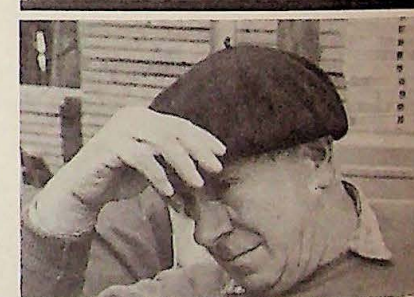
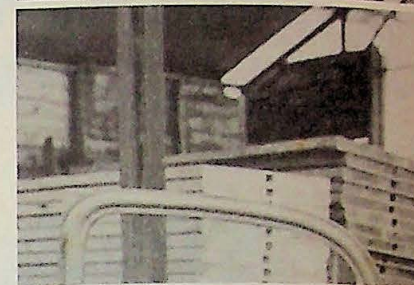
- Leonid Pliouchtch : « Dans le Carnaval de l'histoire ». *J.B.* P. 10
Helsinki-Belgrade : une si longue attente. *J. Brunshwig* P. 10
Espagne : l'ère démocratique. *De notre envoyé spécial à Valence,*
A. Noël P. 11
Hier, le Portugal. *B. Ravenel* P. 12

Les armes de la critique

- A la découverte de Norman Spinrad. *B. Blanc* P. 13
Libérez Sergueï Paradjanov ! *F. Gastellier* P. 13

La parole à

- Pierre Naville : « un certain parti pris d'extrémisme et d'expérimentation ». *Propos recueillis par Cl. Deslhiat et J. Sanchez* P. 14/15



● **Jeudi 14 juillet (Roubaix) dans l'usine Deffrenne** : grande fête populaire à l'initiative des travailleurs et de la section CFDT ; films, montages diapos, débats, chansons, bal, avec la participation des travailleurs de la CIP et de Lip. Ça se déroulera de 16 h à l'aube, 3 et 5 rue de Dampière (accès par le quai de Sartel, face au canal).

● **Samedi 16 et dimanche 17 juillet (Brives-Charensac)** : fête occitane : *dins las fèstas de l'estiu, entremèi los reinatges abastarcits e las fèstas folcloricas, la festa occitana pot pas ésser una festa coma las autras. Festa populara, deu marcar nostra volontat de viure, trabalhar e decidir au país.* Samedi, à partir de 18 h, animation et musique ; 19 h : grillades, cassoulet, sandwichs, vin ; 21 h : bal folk avec les groupes Cardabela, la Parpue et les chanteurs Maus de Breish et J.-P. Coffin ; 21 h : projections de films et discussions. Dimanche : chansons occitanes, chanteurs et groupes : Marti, Jan dau Melhau, la Parpue, Noël Brottes ; et de 15 h à 20 h débats et forums : l'Occitanie qu'est-ce que c'est ? avec Yves Rouquette, secrétaire général de l'Institut d'études occitanes ; bal jusqu'à l'aube.

calendrier politique

Tournée d'été de la Campagne anti-Outspan

Continuant son action dénonçant les liens de collaboration économique, militaire et diplomatique entre la France et l'Afrique du Sud, la Campagne anti-Outspan a décidé d'organiser cet été une tournée sur les côtes bretonnes et méditerranéennes, durant les mois de juillet et août. Cette tournée permettra d'effectuer une mobilisation contre les liens qui entretiennent la France et l'Afrique du Sud, auprès d'un public toujours plus large.

Les oranges Outspan se trouvent en très grand nombre à cette période de l'année et à des prix compétitifs étant donné les conditions d'exploitation des travailleurs noirs d'Afrique du Sud. L'action de boycott et d'information

menée durant la tournée d'été sera reprise à un niveau national par les 80 groupes locaux de la Campagne anti-Outspan, par le boycott d'une machine commerciale : Paridoc (Summa, Mamouth, Felix Potin, Goulet Turpin, etc.).

Pour la tournée d'été, plusieurs moyens de diffusion d'information ont été créés : affiches nouvelles, tracts, autocollants, ballons de baudruche, sketches divers, film (« La dernière tombe à Dimbaza ») etc. Si vous vous trouvez sur le passage de la tournée d'été, venez donc vous informer ou participer à l'animation qui se fera alors !

● **Juillet** : Lorient (18), Larmor-Plage (19), Vannes (20) : film-

débat, 20 h 30, CEAS, 12, rue Alexandre le Pontois, Le Pornic (21) : Maison familiale de vacances, les Sables-d'Olonne (22-23), La Rochelle (24-25), Arsen-Ré (26) : 20 h 30, salle des fêtes, St-Martin-de-Ré (27) : Salle des fêtes, 20 h 30, St Trojan, île d'Oléron (28) : Salle des fêtes : 20 h 30, Saint-Georges (29), 20 h 30, Salle des fêtes.

● **Août** : Béziers (1^{er}), 20 h 30, Maison du peuple, Sète (2-3), Montpellier (4-5), la Grand Motte (6), le Grau du Roi (7), le Vigan (8), Aubenas (9-10), 20 h 30, mairie, Salle du pesage, Florac (11-12), Millau, 20 h 30, Maison du peuple, Larzac (14-15).



• ces immigrés qu'on vire

• Lip : le syndic hors-la-loi

A NOS LECTEURS

Comme chaque année, au moment des congés d'été, *Tribune socialiste* cesse de paraître. Ce n'est jamais de gaieté de cœur. Mais, contrairement à l'année dernière, notre dernier *TS* n'est pas un numéro spécial, c'est-à-dire un numéro comportant une pagination plus importante que d'habitude. Nos lecteurs savent pourquoi. Nous avons dû, en dépit de nos ambitions, réduire considérablement la surface rédactionnelle de notre hebdomadaire. En réduisant, durant ces dernières semaines, les coûts de fabrication de *TS*, nous avons tenté de réduire le déficit que nous ayons enregistré depuis le début de l'année. Cette solution, brutale, s'est imposée à nous. Elle ne nous satisfait pas pour autant. Aussi ne nous satisferons-nous pas, « à la rentrée », d'un choix qui, dicté par les contraintes budgétaires qu'on sait, ne peut ni susciter l'enthousiasme de nos lecteurs, ni non plus nous placer en position de faire face comme nous le devons aux prochaines échéances politiques. Pour l'heure, nous repensons la formule de notre journal. Le courrier, plus qu'abondant, nous y encourage. Mais il dépend de nos lecteurs, de l'ensemble du Parti, que notre journal, modifié dans son profil, vive. Plus : se développe. ■

Tribune socialiste paraîtra le 11 août mais ne sera servi qu'à nos abonnés. Ce numéro ne comportera que huit pages. Il sera disponible pour le rassemblement du Larzac (14 août).

éditorial

la légalité du coup de force

CARPENTRAS, vendredi. Flonflons, déploiement de notabilités locales. « Asseyez-vous donc ici, Monsieur le maire. » Clins d'œil engageants à la ronde. La famille, les veuves et les orphelins. Et les rapatriés. Et l'agriculture méditerranéenne. Tous les moyens d'information ont-ils été rameutés pour entendre, sous couvert d'un discours d'importance nationale, l'habituelle litanie invoquant les saintes clientèles électorales ?

Mais non. Changement à vue. On n'est pas un vulgaire politicien comme les autres (tiens, on aurait cru). Retour à l'annonce de plan modèle Sciences-Po. 1° Je suis président de la République. 2° La République, ça ne peut pas marcher avec ceux qui font le mauvais choix. 3° Je suis là pour les empêcher de nuire. Conclusion : le bon choix de la République, c'est l'unité pour le président. Qu'on la fasse ! Flonflons, et les notabilités de se goberger.

Besançon, samedi. Au petit matin, un commando de policiers s'attaque, une fois de plus, au transformateur alimentant l'usine Lip. Ils finiront par le démolir et le mettre hors d'usage.

Dans la journée, interventions de la police pendant la vente des montres. Rafle de tout le matériel en vente. Interpellation de responsables. Au nom de la même République.

IL y a en effet quelque chose de commun entre ces deux événements survenus à quelques heures d'intervalle. Le raisonnement du syndic, du préfet, de la police. 1° Nous sommes là pour maintenir l'ordre. 2° L'ordre, ça n'est sûrement pas des ouvriers qui protègent jalousement leurs machines. 3° Alors, tant pis si notre ordre impose le désordre, le bris de matériel, l'inondation des locaux, la détérioration du stock.

Quelque chose de commun : c'est exactement le même raisonnement que celui de Giscard. La loi anticasseurs, c'est pour les autres. Le coup d'Etat, c'est bon pour la droite, pas pour la gauche. Les rédacteurs de brochure sont méprisables puisqu'ils n'ont pas la pub de *Démocratie française*. La légalité et l'illégalité n'ont pas le même sens pour ceux qui héritent d'un régime imposé par la peur, issu d'un coup d'Etat militaire, et pour ceux qui le combattent.

Certes, le discours de Carpentras n'a pas apporté grand-chose de neuf, à part l'injonction à la droite de se regrouper. Mais c'est la confirmation du scénario de Giscard en cas de victoire de la gauche : bloquer la situation par les moyens constitutionnels, faire le chantage à la déstabilisation, récupérer les moins audacieux et recomposer une nouvelle majorité. Mais il ne suffit pas de traiter par le mépris des appels du pied aussi insistants. Il faut montrer clairement qu'on est décidé à déjouer le piège, faute de quoi la bataille électorale se déroulera dans une confusion politique peu propice à mobiliser ceux qui souhaitent en finir avec ce régime.

QUELLE pusillanimité y aurait-il à se laisser impressionner par ce personnage qui n'a que l'« unité des Français » à la bouche mais se comporte en chef de clan ! La seule conclusion logique du discours de Giscard, c'est d'exiger son départ dès qu'il aura été désavoué. De s'affranchir de ce régime prétorien, centralisateur, où les partis de droite n'ont pas seulement le pouvoir, mais se sont purement et simplement appropriés les institutions.

Quand nous posions jusqu'à présent le problème de la nécessaire mise en cause de la Constitution de la V^e République, on nous prenait, au mieux, pour de doux rêveurs. Il semblerait, du côté du Parti communiste, qu'on soit passé du rêve à la réalité. François Mitterrand vient de le reconnaître à son tour. Mais encore faut-il dire qu'il ne suffira pas d'installer Giscard dans le fauteuil de René Coty. Tous les mouvements qui se sont produits au cours de ces dernières années ont révélé l'antagonisme radical qui existe entre les aspirations à la maîtrise de tous les aspects de la vie et l'actuel appareil d'Etat. C'est à cause d'eux qu'il est réaliste de vouloir le changer.

Bien sûr, pour cela, c'est des travailleurs de Besançon dont nous aurons besoin et non des notables de Carpentras. C'est pourquoi le soutien et le développement des luttes autogestionnaires aujourd'hui n'est pas en marge des problèmes politiques les plus proches : c'est le plus sûr moyen de parvenir à leur solution.

Michel MOUSEL ■

humeur : devoirs de vacances

Le professeur doit guetter sur les visages, dans les yeux de ses élèves, pour les uns l'étincelle qui crépite franchement et se renouvelle — pour eux l'éclosion est amorcée —, pour les autres une brève étincelle suivie de silence, voire de désarroi — pour eux la dose conceptuelle a été, ce jour là, trop forte ou trop longuement administrée —, pour d'autres encore : rien. Ce qui ne signifie pas que ces derniers ne deviendront jamais Einstein.

Etre le jardinier de cette métamorphose est une œuvre délicate. Le professeur de collège assiste et participe au passage de la fleur au fruit. Celui des lycées fait mûrir le fruit au cellier et développe son arôme, mais la transformation est moindre.

La liberté pédagogique du maître est soumise aux contraintes des conditions imposées à l'enseignement : directives, structuration sur quatre ans, horaires. De plus il faut tenir compte dans les collèges et tout particulièrement en première et deuxième année du désir des élèves d'exercer une liberté qui leur est *encore* (1) naturelle.

Il existe une différence entre l'ouvreuse de cinéma (service privé) qu'on rémunère d'une pièce de monnaie et l'agent de police (service public) qui rend un service et auquel on ne donne rien. Si, en France, la police était une société privée, les citoyens devraient « donner la pièce » en traversant la chaussée.

Ces paragraphes ne sortent pas de l'imagination délirante d'un Guy Bedos préparant un sketch hilarant pour la rentrée. Le comique de service est connu sous le nom d'Haby car ces textes sont empruntés mot pour mot à des fiches documentaires que le ministre de l'Education expédie à tous les profs de France afin de leur enseigner l'art et la manière d'appliquer la réforme que le désormais célèbre humoriste a mis en place pour la rentrée. Un moyen comme un autre de faire prendre l'air à de vieux inspecteurs généraux qui s'ennuyaient dans leur naphthaline.

Dans les CES, le succès est garanti : les profs que le ministère traite comme des demeurés en redemandant : pour faire fonctionner dès septem-

bre un méga-cours d'humour noir. Haby peut être certain d'avoir remporté une palme qui n'a rien d'académique : aucune des multiples réformes déjà proposées par ses prédécesseurs n'a été aussi loin dans l'indigence et l'arbitraire. Haby est champion toute catégorie : quand les mômes auront suivis ses cours d'économie ils sauront tous... remplir un chèque sans savoir comment fonctionne un système bancaire et leur professeur, docile, ne manquera pas de les munir de cette révélation livrée par une autre fiche documentaire : « la nature ne nous fournit pas directement du pain mais du blé, elle ne produit pas des paires de chaussures, mais du cuir ». On se demande où ils vont chercher cette restriction puisque « le travail nous permet, dit une autre fiche, d'adopter nos besoins illimités à des ressources limitées ».

Comme dit une autre fiche encore : « La formulation détaillée et limitative a pour objectif de satisfaire aux différentes conditions de l'enseignement en vue de garantir l'exercice de la liberté pédagogique contre excès et débordements. Un enseignement nouveau doit éviter dès ses premiers pas les entraînements centrifuges qui l'écarteraient des directives fixées... ».

« Je vous demande ce que vous pensez : vous me répondez ce que disent vous auteurs classiques ou vos manuels d'instruction civique ou morale ! Je vous félicite de tant aimer l'humanité, de haïr l'ignorance, la paresse, l'alcoolisme et de sacrifier sans l'ombre d'une hésitation la poupée mécanique ou la bicyclette de vos rêves à la diffusion de l'instruction publique, à l'affranchissement du travail dans l'indépendance et la fraternité des peuples. Tout cela est très bien, très beau, très noble, mais... êtes-vous très sincères avec vous-mêmes ? »

Ce dernier extrait aux accents républicains n'est hélas pas emprunté aux fiches documentaires de René Haby, mais au numéro 27 de *L'Ecolier illustré* daté du 4 juillet... 1907.

Bonnes vacances.

(1) Souligné par nous.

C.-M. VADROT ■

où va la France ?

Lefebvre, l'épiscopat et les chrétiens pour le socialisme

Un nouvel épisode de l'affaire Lefebvre, une déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat sur le marxisme, le lancement du mouvement *Chrétiens pour le socialisme*... Il est difficile de nier que la lutte des classes traverse les églises !

Anachroniques, les propos de Lefebvre ? Sûrement. Dangereux, le réinvestissement tactique d'une partie de l'extrême droite ? Probablement. Mais qu'on y prenne garde, le modèle de société que défend Lefebvre n'est pas sans éveiller des sympathies dans la hiérarchie catholique internationale, par exemple en Amérique latine ou dans les pays de l'Est.

lement renforcer la position des chrétiens contestés (les évêques français par exemple). En même temps qu'on sanctionne Lefebvre, il faudra bien donner un coup de bâton à gauche !

C'est dans ce contexte qu'il faut resituer la récente prise de position de l'épiscopat français sur le marxisme. S'il n'y a plus de condamnation systématique (« le marxisme

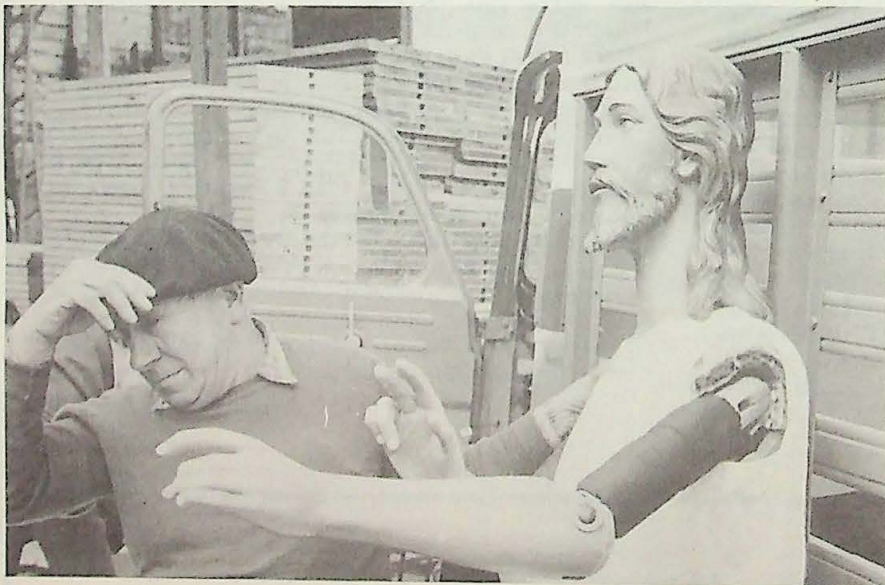


Photo Maillac

De quoi s'agit-il ? De restaurer un « pacte constantinien » codifiant l'appui mutuel d'une religion sclérosée, vivant sur des rites, et d'un pouvoir politique autoritaire. Ces tentations existent bien, et c'est peut-être, au-delà des réactions de beaucoup de chrétiens devant l'évolution de leurs églises, ce qui est l'essentiel. Les églises ont bien tendance à toujours être du côté du pouvoir en place : en Amérique latine bien sûr, où l'on « prie » pour assurer longue vie aux dictateurs ; en URSS aussi, où Brejnev aide massivement la très riche église orthodoxe... en lui fournissant des stocks d'or pour redorer les églises ! Et certains ne rêvent-ils pas en France d'églises de gauche soutenant un gouvernement PS ?

coup de bâton à gauche

En France, le danger de l'opération n'est pas seulement la mise en place d'un réseau parallèle (de châteaux, de prieurés que Lefebvre achète en ce moment) dont on voit bien le rôle qu'ils pourraient jouer (cf. les émeutes anticommunistes qui ont eu lieu au nord du Portugal). Permettant à l'aile conservatrice des églises de relever la tête, Lefebvre va paradoxa-

détient une part de vérité), si une certaine lucidité fait son chemin (« il faut critiquer l'anticommunisme systématique »), il s'agit d'abord de réaffirmer, à quelques mois des élections, l'impossibilité d'être pleinement chrétien et membre du Parti communiste.

Faisant semblant de croire que c'est le marxisme qui réduit l'homme à n'être qu'un instrument de production, alors que c'est la société capitaliste qui opère cette réduction, les évêques déclarent « sur des objectifs ponctuels, et seulement là, il est possible aux chrétiens et aux marxistes de travailler ensemble ». L'ennui c'est que de nombreux chrétiens vivent précisément dans leur action révolutionnaire cette double référence chrétienne et marxiste. Le lancement, en France, de *Chrétiens pour le socialisme* vient infliger un sérieux démenti à ces déclarations d'en haut.

chrétiens pour le socialisme : c'est parti !

Baucoup se souviennent sûrement des débats parfois vifs qui

avaient accompagné les étapes de la création de ce mouvement. A l'assemblée constituante de Lille (Pentecôte 77), un double clivage est de fait apparu : un clivage sur le fond entre ceux qui souhaitent une solidarité conflictuelle vis-à-vis des églises (majorité des 3/5) et ceux qui mettent l'accent sur une action autonome de critique de l'idéologie religieuse ; un clivage organisationnel entre certains mouvements nationaux (*Vie nouvelle*, *TC...*), qui souhaitent garder l'avantage d'avoir eu l'initiative et obtenir des garanties, et les groupes de base qui voulaient avoir le rôle déterminant. Les débats furent, dans ces conditions, tendus (mais une unité de façade factice, est-ce sain ?) ; les questions organisationnelles restèrent au premier plan (mais fond et forme sont liés, n'est-ce pas ?).

En fin de compte, le dynamisme et la détermination des groupes ont permis que la partie soit gagnée : un collectif national est né, où groupes et mouvements (treize groupes de base

sont représentés avec les mouvements suivants : JEC, Franciscains et socialisme, Collectif ouvrier, Lettre, Témoignage chrétien, Chrétiens marxistes, Vie nouvelle n'ayant pour sa part et à sa demande qu'un statut d'observateur), vont coopérer. Certes, la naissance ne fut pas sans violence. Mais l'enfant se porte bien, même si ces « rabat-joie » le trouvent un peu trop incontrôlable !

Reste à CPS à prouver sa vitalité, à multiplier ses groupes de base, à intervenir de son point de vue dans les débats politiques qui vont agiter le pays, à montrer concrètement comment la référence religieuse sert bien souvent à justifier les choix les plus réactionnaires.

Yves BAROU ■

● Pour tout contact avec CPS : Lucienne ROUL, 36, rue du Général Buat, 44000 - NANTES, tél. : 15 (40) 74-19-80.

les révolutionnaires pendant la seconde guerre mondiale

Près de trente-huit ans après son déclenchement, la deuxième guerre mondiale continue de susciter récits et témoignages. « Contre vents et marées » (1) de notre camarade Yvan Craipeau, fait partie de cette nouvelle série d'ouvrages qui tentent de jeter un regard non conformiste sur l'une des périodes cruciales de l'histoire contemporaine.

« Les révolutionnaires pendant la seconde guerre mondiale », tel est le sous-titre du premier tome de l'ouvrage, qui couvre la période 1938-1944 (2). Dans ce style à la fois vigoureux et clair que connaissent bien les lecteurs de *TS*, Yvan Craipeau y raconte l'histoire — qui fut aussi la sienne — des militants de l'extrême gauche révolutionnaire qui tentèrent, à contre-courant et dans les conditions les plus difficiles, de maintenir vivant l'esprit de l'internationalisme prolétarien, alors que déferlaient le chauvinisme et le nationalisme.

L'internationalisme ? Pour les quelques centaines de militants trotskistes, jeunes pour la plupart, au début dispersés dans plusieurs groupes rivaux, il se résumait en quelques principes clairs, ceux précisément que Lénine et Trotski avaient élaborés un quart de siècle plus tôt : refus de l'« union sacrée » avec sa propre bourgeoisie, dénonciation du caractère inter-impérialiste de la guerre mondiale, défaitisme révolutionnaire.

le temps de la confusion

Mais la « drôle de guerre » terminée, vient le temps de la confusion. Rien ne se passe comme prévu. En quelques semaines les troupes nazies occupent la moitié de l'Europe. En France, le mouvement ouvrier s'effondre : tandis que la majorité du groupe parlementaire SFIO vote les pleins pouvoirs à Pétain et que le PSOP de Marceau Pivert disparaît, le

PCF, conformant sa politique aux directives de Staline et au pacte germano-soviétique, adopte une attitude ambiguë à l'égard des occupants et perd la majeure partie de ses adhérents. Les militants trotskistes n'échappant pas eux-mêmes au désarroi. Les principes, jadis si clairs, deviennent brusquement des abstractions énigmatiques.

Le défaitisme révolutionnaire ? Oeuvrer à la défaite de sa propre bourgeoisie pour l'affaiblir et hâter l'heure de la révolution ? Mais la bourgeoisie française — majoritairement pétainiste — n'est-elle pas elle-même défaitiste en juin 1940, et sans



briser la chaîne

aucun bénéfice pour le mouvement ouvrier ?

La guerre n'est que l'affrontement de deux impérialismes ? Certes, mais les travailleurs comprendraient-ils que l'on renvoie dos à dos l'impérialisme allemand et l'impérialisme britannique, alors que le premier instaure la pire dictature terroriste anti-ouvrière, pille les ressources des pays conquis, soumet les populations dominées à une nouvelle division internationale du travail, et que le second lui résiste ? Ne faut-il pas, au contraire, utiliser les contradictions des adversaires ? La lutte contre l'oppression nationale ne doit-elle pas être intégrée dans la stratégie révolutionnaire comme un puissant levier ?

le trotskisme impuissant

Plus prompts à déceler les déviations et les erreurs opportunistes qu'à élaborer une stratégie nouvelle, les différents courants trotskistes dénoncent avec vigueur, et à juste titre, la politique d'« union sacrée » menée par les principales organisations du mouvement ouvrier. Que la social-démocratie renaissante se rallie purement et simplement au gaullisme — c'est-à-dire à une fraction de la bourgeoisie — était prévisible. Mais le PCF ? Dès qu'Hitler attaque l'URSS, il opère un virage complet, apporte son appui à De Gaulle, s'engage dans une politique nationaliste et chauvine. Les militants trotskistes voient juste quand ils en déduisent qu'une telle politique qui place le mouvement ouvrier à la remorque de la bourgeoisie ne peut qu'aboutir à la consolidation du capitalisme.

Mais ils s'avèrent eux-mêmes hors d'état de modifier le cours des événements. Certes ils animeront dans certains secteurs des luttes populaires, ils mèneront avec un certain succès une propagande révolutionnaire dans les troupes allemandes. Mais ces expériences resteront sans lendemain. Ils ne comprendront pas — ou trop tard — l'importance décisive de la lutte armée.

Des milliers de travailleurs se rallieront à la résistance communiste ou pro-gaulliste. En luttant contre l'occupant et ses alliés, ils croient aussi lutter contre le fascisme et pour une société nouvelle.

Mais par un paradoxe dont l'histoire — la bougresse ! — offre parfois l'exemple, le début de guerre civile révolutionnaire de l'été 1944, sera finalement mis au service des alliés, c'est-à-dire de l'un des camps impérialistes, et non l'inverse.

L'ouvrage d'Yvan Craipeau, remarquablement documenté, comporte de nombreux textes inédits ou mal connus de cette époque. Il a aussi le mérite de poser, à propos d'une période décisive, des questions généralement esquivées. A lire absolument.

Léo GOLDBERG ■

Contre vents et marées. Les révolutionnaires pendant la deuxième guerre mondiale, Paris, éd. Savelli, 1977, 288 p. (1) En vente à Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, 36 F.

(2) Un second volume, à paraître, intitulé La Libération confisquée traitera de la période 1944-1947.

Lip : le syndic hors-la-loi

C'était à Carpentras ; Giscard caracolait sur son canasson Coué. En regardant la France au plus profond des yeux — c'est sa spécialité — il voulait l'apaiser, la calmer, l'endormir. Le sommeil nous gagnait. Aurait pu nous gagner. C'est si facile, l'été, de se laisser bercer par le ronron des vagues et, pour Maître Giscard, de faire croire aux Français à demi engourdis que la montée des prix est aussi naturelle que celle de la marée. Plus de conflits sociaux. Grâce à la méthode Coué, c'est la sérénité. Et pour s'en persuader, il suffit d'ignorer qu'à ce jour Lip est encore une affaire non classée. Stratégie du silence et du pourrissement ; finirons bien par mourir asphyxiés ces Lip. Les patrons crachent dessus ; la presse n'en parle plus ; jusqu'à « notre » justice qui propose qu'on tue cette entreprise qui, unique dans son genre est parfaitement viable ainsi que le prouvaient les Lip pour leur part, se dresse comme une injure à l'ordre patronal. L'animal est mourant, on va donner l'assaut. Les valeureux chasseurs, conduits par maître Jacquot, vont faire le coup de poing. C'est l'aube, il est quatre heures, les flics sont déguisés en braconniers. La rage au cœur, à coups de masse, ils cognent, cassent, brise menu le poumon de la bête... un transformateur qu'EDF coupait régulièrement et que, non moins régulièrement, les Lip réparaient. Cette fois, c'est bien fini, tout est saccagé, bousillé, écrabouillé, les vandales sont passés. Imagine-t-on des travailleurs brisant leurs machines ? Quel tollé général ! Là, rien. C'est dans l'ordre des choses, puisque c'est l'Ordre qui casse. Très fier de sa victoire et mettant à profit cet avantage psychologique, Jacquot-le-terrible attaque de nouveau, dès le lendemain. Toujours à la tête des cognes, il investit l'usine, saisit les montres « volées », fait arrêter trois Lip. Deuxième victoire. Seulement voilà, ce type d'intervention réveille un peu tout le monde. La presse titre sur Lip ; la solidarité avec les « paroissiens de Palente » se renforce — le Syndicat de la magistrature et la CFDT EDF ont vigoureusement protesté contre le sabotage de Jacquot ; la mairie propose un générateur pour rétablir le courant à l'usine. Ça fait du bruit tout ça. Et Giscard qui aurait aimé nous endormir. Quelle gaffe ! Notre détermination à aider les Lip dans leur long et courageux conflit ne fait que s'accroître. Nous étions 100 000 à Besançon, lors du premier conflit, unis et qui disions, vous en souvenez-vous, « et s'il le faut nous revien-drons ». Tu réveilles tes vieux cauchemars, Jacquot...



Jacquot, donc, s'énerve. Normal. Mettez-vous à sa place : c'est fini dit-il. Et ça continue. De quoi rendre un con dangereux. C'est un peu ce qui inquiète les Lip. Remarquez, les Lip seraient plutôt du genre calme et réfléchi. Il en faut beaucoup pour les déboussoler. Ce qui les intéresse, c'est de tenir, jusqu'en septembre, et jusqu'en septembre, ils ont de quoi s'occuper.

Palente, la ruche

D'abord, la production. Elle est lancée, et bien. Depuis, comme en 1973, il y a foule : des Français qui passent des vacances pas cons, comme dit le camarade Boris dans PH ; mais aussi des Suisses, des Allemands, des Américains, des Canadiens. Palente, c'est le Beaubourg franc-comtois : on vient de partout pour le voir ; sauf que pour Beaubourg le gouvernement est prêt à foutre plein de fric et que pour Lip, rien. Et pendant qu'ils sont là, tous ces gens, les Lip leur font admirer les prouesses des cognes à Jacquot. Comme ça, au passage, histoire d'admirer l'art brutal.

A nouveau, Lip est cette ruche qu'elle fut en 1973. On se lie, on échange des idées, l'ambiance est chaleureuse. 1973, mais avec beaucoup en plus ; entre autres, ce restaurant ouvert à tous les chômeurs de Besançon. Là, les Lip servent, chaque jour, des repas pour seulement 4 francs. Cet étrange restaurant de la solidarité débite deux cent-vingt repas par jour, en moyenne. Mais Lip, c'est aussi une sorte de coopérative qui vend des steaks, des pêches, des salades, du vin. Vrai, si les Lip continuent, vont se foutre à dos, outre le patronat horloger, ce qui, rassurez-vous, est déjà fait de longue date, les patrons des super-marchés. C'est tout un art, vous savez, de déranger son monde en inventant des trucs pour se rendre populaire. Le tout étant de savoir à qui on veut plaire et qui on décide d'emmerder. Et les Lip ont su, par leur acharnement, leur infatigable volonté de vaincre, tisser autour d'eux un réseau fort de solidarité,

mobilisation !

En 1973, c'était neuf, c'était beau et généreux, chacun soutenait Lip. Autres temps, autres difficultés : les Lip ont dû s'accrocher ferme depuis de nombreux mois. Ils multipliaient les initiatives : recherche médicale ; multiples commissions ; un livre (1) sur l'actuel conflit, qui explique pourquoi ils en sont à nouveau là, quelles solutions ils proposent ; sans oublier cette invention, leur jeu, le Chômageopoly (2)... Il ne faut pas négliger cette aide, nouvelle, de la municipalité de Besançon dont un des Lip est conseiller. Aide précieuse dans la phase actuelle du conflit.

Cependant, nous tous qui avons soutenu ce conflit, nous devons comprendre que la victoire des Lip sera aussi fonction de la solidarité que nous leur apporterons. Dès aujourd'hui. Messages de soutien, ventes de montres — qui ont déjà eu lieu 9, rue Borromée, et qui se poursuivront, sachez-le, dites-le (3) —, bref, une fois encore, à la mesure des Lip, chacun peut mettre son imagination au pouvoir et contribuer ainsi à briser ce mur du silence qui, ces derniers jours, grâce à Jacquot-les-gros-sabots, vient d'être battu en brèche. Un dernier mot : on ne vend pas la peau du Lip avant de l'avoir tué. ■

(1) Lip : affaire non classée, collectif Lip ; coll. « Points chauds », éd. Syros, 21 F.

(2) En vente 70 F aux éd. Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

(3) Téléphoner au 566-45-37 pour savoir quand les ventes ont lieu rue Borromée.

grèves chez Chantelle et SMV

Le climat social se gâte en Champagne ; après la grève des Verrieres mécaniques champenoises de Reims et l'assassinat de Pierre Maître — qui a provoqué une mobilisation jamais vue dans la région — les ouvrières de deux entreprises de confection d'Epernay se fâchent.

A Chantelle et à SMV, les problèmes sont à peu près les mêmes, à la fois ceux du textile et ceux des femmes : salaires de misère, conditions de travail, brimades, sexisme, désapprobation de l'opinion dès que des femmes entrent en lutte...

Mais le climat local d'intense mobi-

lisation, et l'existence, depuis mars, d'une municipalité d'union de la gauche, ont encouragé les femmes de ces deux usines à exprimer un ras-le-bol trop longtemps contenu. Après dix jours d'une grève, entièrement coordonnée par l'UL-CGT, et assez combative (défilés, meetings, piquets de

grève), les Chantelle ont obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications. Et repris le travail la tête haute.

Il n'en est pas de même à la SMV. Les salaires se situent entre 1 400 et 1 600 francs par mois, assortis de primes qui sont autant d'insultes pour les travailleurs : 120 francs d'ancienneté au bout de dix ans de service, 40 centimes par vêtement en plus de la norme (constamment relevée), 70 francs d'assiduité par trimestre, supprimés à la moindre absence. Les ouvrières revendiquent : pas de salaire au-dessous de 2 000 francs, une prime de vie chère de 120 francs, une prime de vacances de 250 francs et le 13^e mois. Refus des patrons de négocier sur des bases sérieuses. La grève se poursuit donc depuis maintenant 13 jours.

Pour justifier leur refus, les patrons invoquent la mauvaise situation financière de l'entreprise, ce qui permet le chantage classique : soyez sages, ou nous fermons la boîte en octobre. Malgré les 2 000 chômeurs d'Epernay, les ouvrières ne se sont pas laissées impressionner. Elles se demandent plutôt où sont passés les 173 millions d'anciens francs empruntés en mai 1976 par la SMV sans que le comité d'entreprise soit au courant, et dont on n'a pas vu de trace depuis...

Le soutien des UL-CGT et CFDT est sans défaillance. La CGT — seule présente dans l'entreprise — a même attaqué en termes très durs les propos sexistes tenus aux manifestantes par certains passants. La municipalité intervient aussi et consent une aide de 300 francs aux grévistes en difficulté. Dommage que l'unité ne soit pas toujours de la fête, chaque parti tenant à se mettre bien en vue dans la perspective 78 !

Une première victoire : le tribunal de Châlons, saisi par le patron d'une plainte en référé pour entrave à la liberté du travail, s'est donné jusqu'au 24 juillet pour trancher, ce qui laisse

aux grévistes le temps de voir et de prévoir...

De notre correspondant
à EPERNAY ■

Pour tout soutien financier, adresser les chèques avec la mention « soutien aux grévistes de SMV » à l'UL-CGT, CCP 2416 70 Paris, ou à la section du PSU c/o Bernard PAULY, 7, rue de Lorraine, 51200 Epernay.

l'expulsion des personnes âgées

Expulsée à 69 ans, le 12 mai dernier, par les forces de l'ordre à la demande du propriétaire du domicile qu'elle habitait comme locataire avec sa famille depuis 54 ans à Levallois-Perret, Hélène Vernet poursuit actuellement sa grève de la faim à Alençon, où une amie puis la municipalité (PS-PC-PSU) l'ont hébergée.

Cette expulsion s'est accompagnée dans l'heure d'une saisie de toutes les affaires d'Hélène Vernet, y compris ses papiers d'identité, ses vêtements, son argent, tout est, encore aujourd'hui, sous séquestre. Elle a été suivie d'un internement administratif de 24 heures, de peur que l'ordre public « ne soit troublé ».

De telles violences sont monnaie courante et la loi permet d'acheter un logement occupé à bas prix, d'en faire expulser les locataires souvent âgés, puis de le revendre libre : c'est « le droit de reprise » (art. 19, loi du 1/9/48). C'est que la loi n'a que faire du droit moral qu'une personne âgée a acquis par sa vie de travail à finir son existence là où sont toutes ses attaches. Droit moral auquel ne répond pas d'ailleurs la revendication d'un droit au logement, insuffisant dans le cas des personnes âgées — surtout quand le loyer dépasse les moyens financiers de la plupart des « retraités ».

Hélène Vernet a le courage de se battre pour elle et pour les autres, et veut que sa lutte soit l'occasion d'une prise de conscience nationale. Elle gêne, parce que ce qu'elle demande, c'est le maintien dans les lieux, c'est le moyen de rester autonome et non d'être assistée, d'avoir une vie active à 70 ans, de continuer à écrire, travailler, recevoir des jeunes chez elle, participer à des réunions...

Un Comité national contre l'expulsion et pour le maintien dans les lieux des personnes âgées a été constitué afin de soutenir les luttes des personnes âgées victimes de la spéculation autorisée par la loi et de la rénovation organisée par le pouvoir. Il se battra pour que soit votée la proposition de loi, déposée au Parlement par le PS, permettant qu'au-delà de 60 ans, une personne qui a vécu plus de 20 ans dans un lieu donné ait le droit d'y finir ses jours. Sans ignorer que la loi ne peut que sanctionner un rapport de forces construit par des mobilisations semblables à celle que suscite, aujourd'hui, le cas d'Hélène Vernet.

Correspondance
CLICHY-ALENÇON ■

Crédit Lyonnais : fin de partie ?

En mars-avril dernier, il y avait eu, déjà, la demi-défaite des informaticiens de la BNP. Aujourd'hui, la grève des informaticiens du Crédit Lyonnais s'éteint sans bruit à Limeil-Brévannes. Deux grèves qui ont, en bloquant des milliers d'agences, embêté les banquiers sans trop gêner les usagers. Mais qui ont, en somme, rapporté fort peu à leurs protagonistes. Ce qui oblige à se poser quelques questions.

Classiquement, les grèves des informaticiens, c'était du « tout cuit ». Forts d'une qualification encore rare sur le marché, de conditions de travail et de rémunération souvent enviées, d'un prestige que renforçaient les mythes d'une technologie encore mystérieuse, de leur regroupement en d'énormes centres informatiques (tels le centre Barbès de la BNP), de la maîtrise que leur donnait en somme leur mainmise sur les ordinateurs, c'est-à-dire sur une « technologie de l'avenir », les informaticiens jouaient presque à tout coup gagnants. Et les directions, conscientes de leur force, s'empressaient de céder aux revendications de ces techniciens « de luxe ».

Ces beaux jours sont-ils finis ? On a formé à tour de bras des informaticiens dont la qualification, désormais galvaudée, n'a plus les prestiges d'hier. On a, l'affinement de la technologie aidant, réduit, morcelé, filialisé et sous-traité les centres et les activités informatiques. Plus de monstres façon BNP-Barbès : un simple atelier, comme à Limeil-Brévannes, où huit personnes suffisent faire fonctionner les ordinateurs, on a isolé et « fortifié » ces mini-centres : projecteurs, barbelés, vigiles, contrôles multiples à l'entrée. Et l'on s'est avisé qu'il suffisait de 24 ou

48 heures pour « recycler » des agents capables de remplacer les grévistes sur les ordinateurs, pour former des briseurs de grève.

Les informaticiens ont-ils pris conscience de ces changements, compris qu'ils modifiaient, à leur détriment, le rapport de forces qui existait hier ? Les banquiers en tout cas ont « pigé » : la sévérité de la répression à la BNP, la sérénité de la direction au Crédit Lyonnais en font foi.

Mais la force des choses n'est pas seule en cause. Le caractère catégoriel, corporatiste même des deux grèves (démarrées l'une et l'autre sur une affaire de primes) ne peut-il être aussi incriminé ? N'explique-t-il pas, notamment, les difficultés à élargir le mouvement qu'ont rencontrés les grévistes ? Sans s'ériger en donneur de leçons, peut-être est-il possible de rappeler que seules l'unité des travailleurs et la solidarité autour d'eux peuvent faire échec à l'habile stratégie des directions bancaires.

C.D. ■

les exclus de l'intérieur

immigration : un rapport embarrassant

« Vous venez d'effectuer une période de travail en France et vous avez en conséquence les mêmes droits que les travailleurs français. Mais peut-être souhaiteriez-vous plutôt, si vous en aviez les moyens, retourner chez vous, dans votre pays, pour vous y réinstaller (...) ». Lettre cartonnée, en six langues : Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat à l'Immigration fait bien les choses pour « convaincre ». Il veut, dans un premier temps, inciter 50 000 immigrés chômeurs à faire le chemin en sens inverse, moyennant 10 000 F de récompense à l'arrivée, plus le billet de retour. Les agences de l'emploi sont mises en première ligne pour ce genre de tâche qui pourrait, dans un second temps, concerner 50 000 autres immigrés, pas forcément chômeurs, cette fois-ci.

Car M. Stoléro, à l'instar de Giscard d'Estaing et de Raymond Barre, est persuadé que le renvoi des immigrés va contribuer à la résorption du chômage. L'exemple allemand, qui a prouvé et qui prouve encore aujourd'hui qu'une telle mesure était sans effet, n'aura donc pas suffi. A se demander de quoi l'on cause lorsqu'ont lieu des rencontres « au sommet ».

Un malheur n'arrivant jamais seul, voici que tombent dans le domaine public les conclusions d'un rapport on ne peut plus sérieux puisqu'il émane d'une commission interministérielle. Conclusions qui, en termes circonstanciés comme il se doit, s'inscrivent en faux par rapport aux déclarations gouvernementales (1).

virer les immigrés : un coup d'épée dans l'eau

Chiffres, courbes, analyses à la clé, il y est prouvé que le départ de 150 000 travailleurs immigrés, sur la période 1976-1980, ne dégagerait que 58 000 emplois dans la meilleure des hypothèses, 13 000 dans l'hypothèse la plus probable. Plutôt que d'embaucher des travailleurs français, au prix de revient en général plus cher, les patrons préféreraient procéder à des modifications de l'outil de travail : restructuration, modernisation (automatisation). La fiscalité sur l'investissement, l'autofinancement les y encouragent d'ailleurs.

Mais la commission interministérielle ne s'est pas contenté de mettre en évidence cette tendance. Elle a tenu à rappeler un certain nombre de vérités. La première — et la plus importante — est que, pour le patronat, les travailleurs immigrés sont indispensables à la vie économique française. Remettre en cause les structures d'activité sectorielles ou régionales au niveau de leurs effectifs immigrés ne peut conduire qu'à une chute de la production nationale. Faut-il aussi rappeler que 60% des immigrés sont OS ?

Réduire la production : après tout, le gouvernement y a déjà pensé, lors-

qu'il a élaboré le VII^e Plan par exemple. Il pourrait donc réviser en baisse les chiffres de ce dernier s'il lui était possible de prouver que les immigrés coûtent cher à la France. Or, là aussi, les analyses lui donnent tort. Le transfert de fonds (salaires envoyés au pays d'origine) représente environ 3% de la balance des paiements, ce qui est bien peu, et les aides spécifi-

ques en matière sociale ne sont que de l'ordre de 2 milliards de francs. Malgré le nombre plus important d'enfants, les allocations servies aux familles représentent une dépense moindre lorsqu'elles sont versées aux familles résidant à l'étranger. Autrement dit, une famille immigrée coûte moins cher qu'une famille française.

D'autre part, les cotisations aux Caisses d'allocations familiales laissent un « bénéfice » chiffré à cinq fois ce que l'Etat verse au Fonds d'action sociale (FAS). Même constatation pour l'assurance maladie, l'assurance chômage : les immigrés perçoivent moins de remboursements bien qu'ils soient, dans le premier cas, de par leur insertion, les plus touchés (accidents du travail et maladies professionnelles dus aux conditions de travail...). Autre constatation : bien que les enfants d'immigrés représentent 6,4% de la population scolaire, l'Etat ne dépense pour cette dernière que 5,1% de son budget Education nationale.

diviser pour régner

Le patronat français a donc intérêt à ce que cette situation se prolonge. En défendant le maintien en France des travailleurs immigrés, syndicats, partis et mouvements représentatifs de l'ensemble des travailleurs font-ils le jeu du patronat ? Certains commentaires — presse parlée, télévisée ou écrite, gouvernement — l'ont

laissé entendre plus d'une fois. Ironie bien sûr !

En luttant contre des systèmes qui réduisent les immigrés dans leurs droits (contrairement aux déclarations de L. Stoléro à propos de l'aide au retour), au mieux on évite les divisions ; dans la plupart des cas on permet qu'apparaissent les contradictions secondaires et les moyens de les résoudre. De statut particulier « d'exception » en statut particulier, le patronat et l'Etat morcellent le camp des travailleurs exploités, dressent ces derniers les uns contre les autres, les frappent ou les éliminent selon les besoins du moment. Faut-il le rappeler ? L'exploitation de la main-d'œuvre immigrée résulte de la situation néo-impérialiste de la bourgeoisie française qui passe des accords avec les Etats nationaux en voie de développement sur des bases inégalitaires.

« Ce rapport est tout à fait périmé puisqu'il a été fait dans une période de plein emploi et qu'il correspond à des chiffres de plein emploi » (A 2, 1^{er} juillet) ; « Quant au rapport que vous évoquez, qui correspond d'ailleurs à une situation économique d'avant la crise [...] » (*Le Monde* 28 juin) : Lionel Stoléro, pris de court, est obligé de travestir à demi la vérité. En fait, la commission a travaillé entre juillet 1975 et mai 1976, à la demande des ministres du Travail et des Finances qui, en date du 18 juillet 1975, écrivaient au rapporteur désigné : « La situation de nos paiements extérieurs appelle de vigoureux efforts de redressement ». Autrement dit, il s'agissait bien d'une référence à la crise actuelle. Et la plupart des statistiques qui étayaient le rapport sont de 1974 (parfois même de 1975) : année de crise, non, même si le creux de la vague, en matière d'emploi se situe plutôt en 1975-76 ?

Que fera le gouvernement ? Il est peu probable qu'il revienne sur ses options. Il fera tout pour enterrer un rapport qui a mis quatorze mois à sortir de la clandestinité. Peut-être freinera-t-il son ardeur à renvoyer les immigrés ? C'est possible, car le patronat voit encore aujourd'hui beaucoup d'avantages à l'utilisation intensive de ces derniers. En attendant, patrons et gouvernement sont bien d'accord sur un point : diviser pour régner.

En l'occurrence, faire peur, créer un climat d'insécurité, de chantage par le marchandage à court terme au détriment du long terme. A propos de « l'aide au retour », une campagne se développe du genre « non au pactole ». Par rapport à cela, les déclarations de L. Stoléro contre le racisme font bien piètre figure. D'ailleurs, n'est-ce pas avoir un comportement raciste que d'organiser l'embauche de telle façon que les travailleurs immigrés ne puissent y prétendre ? C'est pourtant ce qui se passe à la Régie Renault, société nationalisée. A Renault, on veut montrer l'exemple. Pas étonnant : M. Beullac, l'actuel ministre du Travail, est l'un des anciens patrons de la Régie.

Michel CAMOUIS ■

(1) Immigration et développement économique et social par M. Anicet Le Pors, La Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07.



Photo Adja

comment prendre Malville ?

La centrale de Malville constitue aujourd'hui la clé de voûte du programme électronucléaire français, européen même, depuis la signature, le 5 juillet dernier, d'un accord franco-allemand pour la construction et l'exportation des surrégénérateurs. D'où l'enjeu des manifestations des 30 et 31 juillet qui doivent se dérouler aux alentours du site de Malville. Le poids en est si considérable que les discussions pour la préparation de ces journées ont rapidement pris le tour d'une irrépressible fuite en avant. Comment prendre Malville ? Chacun a son « truc » pour bloquer la centrale et empêcher qu'un jour elle ne *diverge*. Entre ceux qui veulent « en casser », faire vraiment « quelque chose » et les stratégies de la non-violence, la mêlée est confuse et singulièrement pauvre en propositions crédibles.

La technique impressionne-t-elle à ce point les militants qu'ils perdent toute perspective politique ? Car le problème du blocage de l'entrée dans la seconde génération des centrales, celle à neutrons rapides (surgénérateurs), exige avant tout une stratégie fondamentalement politique, si l'on veut être efficace.

Pourquoi ? Pour une raison simple et évidente ; le pouvoir qui aura à mettre en œuvre la centrale de Malville sera issu des élections de 78 (la mise en œuvre industrielle est prévue à partir de 1983). Or la gauche risque fort d'avoir cette responsabilité. Là est notre chance, en même temps que la difficulté.

Notre chance, évidemment ! Non que la gauche soit « anti-nucléaire » sans le savoir ; l'actualisation du Programme commun se fera dans une perspective pronucléaire. Mais les partis de gauche, notamment leurs élus, ont pris position contre la construction de Creys-Malville. Certes, pour des raisons qui formellement s'en tiennent aux problèmes de procédure et d'information, mais qui en réalité procèdent de l'opportunisme politique, afin de ne pas se couper des couches populaires opposées au projet.

Les partis de gauche, une fois au pouvoir, maintiendront-ils leur position sur Creys-Malville ? L'interrogation n'est évidemment pas celle de la confiance mais du rapport de forces. Autrement dit, le mouvement populaire contre la construction des centrales ira-t-il en s'élargissant jusqu'à rendre politiquement impossible les reniements ? Ou bien le mouvement basculera-t-il dans la marginalisation et le repli sur soi ? Telle est la question qui, pour une large part, se jouera les 30 et 31 juillet. Ces journées ne sont pas un point final, mais une étape essentielle pour ouvrir encore le réseau des alliances populaires contre la centrale. La forme et le contenu de la manifestation doivent, nous semble-t-il, être compris en fonction de cet objectif.

Les partis de gauche sont jusqu'ici restés muets sur le choix de la filière à neutrons rapides, sans doute partagés entre l'énormité et l'irréversibilité de l'enjeu et les avantages qu'ils croient y voir pour la garantie de l'indépendance énergétique de demain. Mais la décision de Carter de stopper net la construction des surrégénérateurs tarit le marché potentiel et place la gauche devant la perspective d'une nouvelle affaire « Concorde » aux conséquences économiques et sociales considérables. Nous ferons en sorte, dès avant les élections, que ce silence devienne particulièrement inconfortable.

Oui, nous pouvons porter un coup décisif au programme de surrégénérateurs en « prenant Malville » ; mais pas le 31 juillet ! Nous prendrons Malville parce que la mobilisation populaire se sera encore amplifiée d'ici à mars 78 ; parce que la droite y sera battue (et sans cela nous serions défaits) ; parce que la gauche devra compter avec nous. Telle est aujourd'hui la réalité de la lutte des classes dans notre pays ; le combat contre le programme nucléaire ne saurait y échapper.

Serge DEPAQUIT ■



Photo Collombert

Super-Phénix : danger immédiat

Si vous ne l'avez jamais fait, ouvrez donc un jour une brochure publiée par EDF. Si vous aimez les chiffres vous serez gâté ! Mais si vous cherchez à comprendre un peu comment fonctionne une centrale nucléaire, à moins que vous ne soyez déjà bien averti, vous serez bien déçu. A Malville, la centrale nucléaire qui se construit est de toute autre sorte que celles qui sont habituellement implantées un peu partout en France. Les techniciens l'appellent surgénérateur. Qu'est-ce à dire ? Quelle qualité extraordinaire possède cet engin pour que le gouvernement, la direction d'EDF et les grandes sociétés multinationales y attachent tant d'importance ?

Le fonctionnement d'un surgénérateur est tout à fait différent de celui d'une centrale « ordinaire ». Dans cette dernière, on met de l'uranium plus ou moins préparé et on le fait réagir dans une grande marmite. On dégage ainsi de la chaleur et quand l'uranium est usé, on l'emmène à l'usine de La Hague où les techniciens s'efforcent de récupérer ce qui peut encore servir parmi les déchets.

le plutonium toujours recommencé

Dans ce qui peut encore servir, on trouve le précieux plutonium. Ce corps n'existe pas à l'état naturel ; c'est un sous-produit de la réaction nucléaire de l'uranium. Il peut servir,

soit à fabriquer des bombes atomiques, soit — et c'est là que l'on voit réapparaître EDF —, à faire fonctionner notre fameux surgénérateur.

Encore quelques explications et vous comprendrez en quoi il mérite son nom. Nous introduisons le plutonium dans notre merveilleuse machine. Il réagit et produit de la chaleur qui sert à faire de l'électricité. Autour du cœur de la centrale, c'est-à-dire de l'endroit où le plutonium réagit, les techniciens d'EDF et du CEA qui sont gens prévoyants ont placé l'uranium que l'on appelle appauvri : celui qui, après utilisation de l'uranium ordinaire, reste sans avoir réagi et est impropre à faire fonctionner les centrales les plus ordinaires.

Que se passe-t-il alors ? Sa proxi-

Malville : Bison fûté tend un piège

A l'appel de nombreuses organisations, un grand rassemblement aura lieu les 30-31 juillet à Malville, afin de s'opposer à la construction du surgénérateur Super-Phénix. Le samedi sera consacré à des forums, et le dimanche, les comités Malville ont prévu une marche pacifique vers le site. Or, nous savons dès maintenant que les CRS seront aussi à la manifestation avec ordre de boucler toute la région. Ce bouclage se fait le long de routes nationales, sauf sur deux ou trois kilomètres où il se fait à travers champs. Quelle aubaine pour ceux qui sont partisans d'approcher le site coûte que coûte. Quelle aubaine aussi pour bison fûté qui, ce jour-là, défendra les couleurs d'EDF et n'aura plus qu'à refermer son bouclage, par la route cette fois, derrière ceux qui seront passés.

Face à cette situation, et dans le

but d'éviter tout affrontement découlant des provocations qui viendront de part et d'autre, le PSU est en contact avec la CFDT, le MAN et les Amis de la Terre de Paris. Nous proposons de nous rassembler le dimanche, à l'écart de la zone bouclée, à quelques kilomètres du site.

Il est bien évident que le mouvement antinucléaire à autant à perdre dans les bagarres avec les CRS que dans les attentats du type de celui qui était dirigé contre Boiteux. Pour gagner la bataille antinucléaire, nous devons élargir le mouvement, et toute action impopulaire est un frein à cet élargissement. TS partant en vacances, vous pourriez avoir des précisions sur les résultats des rencontres PSU-CFDT-MAN.-A.T. Paris, auprès des militants du PSU qui seront informés par la lettre du Bureau national.

MARTIN, dit « OURS RUSE » ■

mité avec du plutonium réagissant a la propriété extraordinaire de transformer l'uranium, minable résidu de combustible usé, en très noble plutonium. Bien plus, en se débrouillant bien, on arrive à produire plus de plutonium au sein de notre uranium appauvri que l'on en brûle au milieu du cœur de notre fameux surgénérateur qui porte alors bien son nom. Bien sûr, pas beaucoup plus et là, les ingénieurs du nucléaire sont déçus : il faut plus de vingt ans, dans le meilleur des cas, pour produire deux fois plus de plutonium que l'on en a consommé. En outre le plutonium ainsi produit doit être retraité pour pouvoir être utilisé ; or on ne sait pas retraiter les combustibles...

...les bénéfiques toujours arrondis

Pour EDF-gouvernement, l'intérêt du surgénérateur est évident. Sans lui, l'uranium disponible sur terre permet de faire fonctionner l'industrie nucléaire jusqu'en 1990 environ, date au-delà de laquelle les grands capitalistes devront trouver d'autres sources de bénéfiques. Avec le surgénérateur, le combustible utilisable se trouve multiplié par cinquante... d'où cinquante fois plus de bénéfiques.

Malheureusement pour ces pauvres capitalistes, de graves problèmes se posent. D'une part les surgénérateurs fonctionnent mal, même dans leur principe. Les temps de doublement sont très grands et les technologies nouvelles utilisées sont inexpérimentées et posent de graves problèmes. D'autre part, les matériaux mis en œuvre sont extrêmement dangereux :

- Super-Phénix contiendra 5 000 tonnes de sodium liquide, produit qui s'enflamme spontanément à l'air ; l'incendie d'une tonne de ce sodium est impossible à maîtriser.

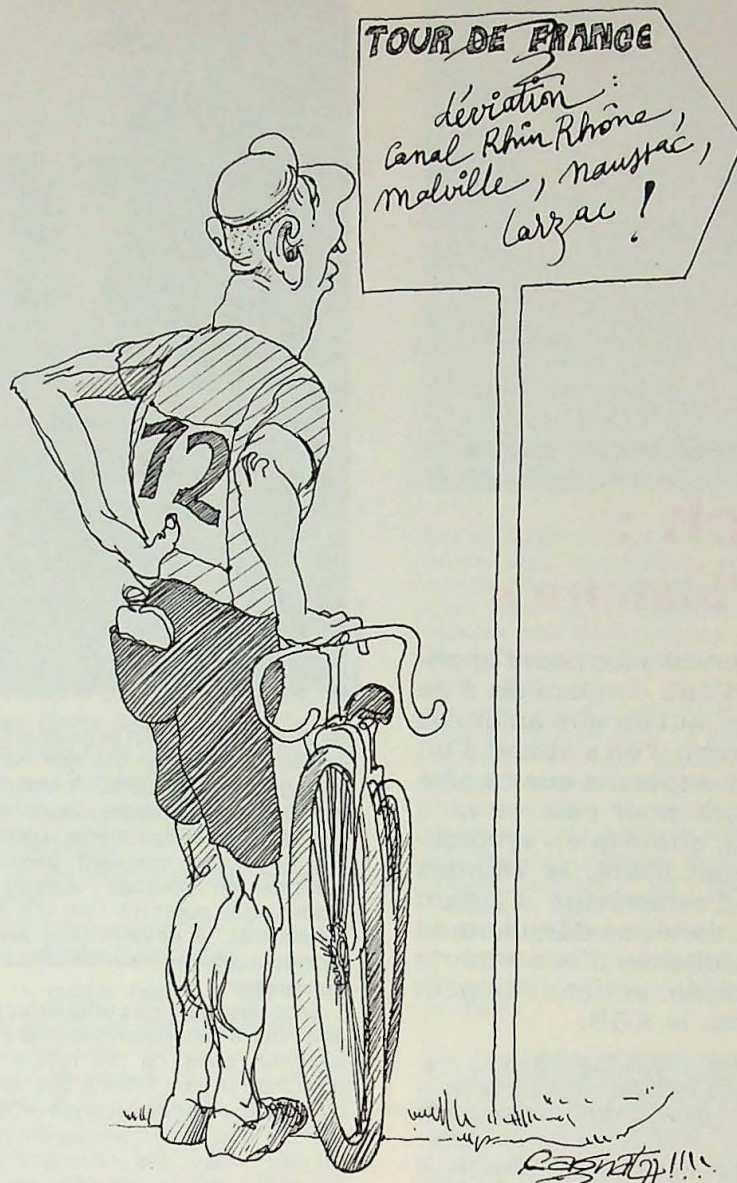
- Super-Phénix contiendra aussi 4 800 kg de plutonium ; or un milligramme de plutonium suffit à tuer un homme.

- Nous avons vu aussi qu'entre chaque étape d'utilisation du combustible, il faut retraiter. Or, le retraitement est la branche de l'industrie nucléaire qui fonctionne le plus mal. A vrai dire elle ne fonctionne pas du tout. Les récentes visites des commissions de sécurité à l'usine de La Hague refusent de déposer leur rapport car la seule solution est l'abandon total et définitif de cette usine !

- Pour les populations vivant au voisinage d'un site du surgénérateur, le risque est lui aussi élevé. Contrairement à une centrale nucléaire ordinaire, un surgénérateur peut exploser d'une manière semblable à une bombe atomique. Sans même envisager cette catastrophe gigantesque, on ne peut nier qu'il possède tous les « inconvénients » des centrales nucléaires : effluents radioactifs, réchauffement des eaux, etc.

La seule justification du surgénérateur est l'accroissement des profits capitalistes. Cette raison seule suffirait à nous le faire rejeter. Malheureusement les dangers sont bien plus graves encore. Refusons le surgénérateur, il y va de notre vie.

Michel MARTIN ■



Larzac 1977

Un nouvel été est arrivé, c'est, pour les paysans du Larzac, toujours unis et décidés à rester sur leurs terres, une période de grande activité : travaux des champs et aussi mise au point du rassemblement du 13-14 août. A nouveau ils vont manifester leur volonté de vivre au pays, de lutter contre la politique « d'aménagement du territoire » du gouvernement qui donne à des régions entières le « choix » : devenir zone militaire ou se transformer en réserve pour touristes.

Cette alternative, ils l'ont refusée dès l'annonce officielle de l'extension de 3 000 à 14 000 ha du camp militaire, en octobre 1970, car ils avaient déjà fait leur choix : redonner vie au plateau du Larzac. Dès 1965 ils se sont battus pour enrayer l'exode rural : amendement des terres, accroissement de la production par l'utilisation d'engrais, sélection des races de brebis, modernisation des installations laitières... C'est donc à une région en plein réveil économique et humain que le gouvernement a voulu imposer l'extension du camp militaire, contrairement à ce que racontait la propagande officielle.

messieurs, comptez les moutons !

D'ailleurs l'ignorance par les pouvoirs publics de la réalité du Larzac a été étonnante : les paysans venus aux renseignements en octobre 1970 sur les projets gouvernementaux auprès d'A. Fanton, secrétaire d'Etat à la Défense nationale de l'époque, lors d'un congrès UDR à La Cavalerie, s'aperçurent que ni lui, ni Delmas, député UDR de la circonscription, ne connaissaient l'activité économique du Larzac : pour eux il devait y avoir 3 à 5 000 brebis ; il y en avait plus de

16 000 ! (cf. *les Temps modernes* n° 371).

Ce contexte explique l'opposition des paysans et leur capacité de riposte face aux actions du gouvernement et de son armée. Dès le début de 1971, avant la décision officielle d'extension, les paysans du Larzac et les habitants de la région créent l'association pour la sauvegarde du Larzac et de son environnement. Celle-ci publie très vite un livre blanc en liaison avec des organismes officiels comme la Chambre d'agriculture de Rodez qui montre l'important essor agricole des dernières années. Puis, en mars 1972, 103 agriculteurs sur les 107 concernés, publient un texte qui affirme leur refus de « toute tentative de séduction ou d'intimidation et toute offre d'achat ».

le Larzac contre Paris

Dès le début, la lutte du Larzac c'est le combat d'une région contre le centralisme parisien, contre sa politique de dépérissement économique, pour retrouver son identité régionale occitane. Très vite, d'ailleurs, le soutien de la région sera important : 20 000 personnes à la manifestation du 14 juillet 1972 à Rodez.

A partir de 1973 un soutien natio-

nal se met en place. Il rassemblera d'abord la France des luttes dont le symbole sera la solidarité Lip-Larzac puis s'élargira à l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche. La mise en place des comités Larzac, la diffusion à 5 000 exemplaires du mensuel *Gardarem Lo Larzac*, les envois d'argent pour les groupements fonciers agricoles pour le rachat des terres par les paysans, la création de Larzac-université et les divers rassemblements d'été témoignent de l'importance du mouvement de soutien populaire.

pour que d'autres moissons...

Cet été quels sont les enjeux ? Dans la période de crise actuelle, le gouvernement a durci son attitude face aux mouvements de contestation et les luttes sont beaucoup plus difficiles. C'est pourquoi les paysans veulent, cet été, renouer avec le caractère offensif des rassemblements de 1972 à 1975. Officiellement 1977 devrait être la dernière année de moissons, la cessibilité des terrains devenant effective. Les pouvoirs publics ont reculé en ne signant pas l'arrêté de cessibilité. Mais ce premier succès risque de n'être qu'un leurre du fait d'un pourrissement de la situation économique locale : refus du Crédit agricole d'accorder des prêts, blocage des plans de développement des exploitations agricoles, opposition de l'administration à la réalisation de travaux d'infrastructure (eau, chemins...). Pour animer les débats, les paysans du Larzac organisent une série de forums (chômage, exode rural, militarisation de la société, politique nucléaire du gouvernement et sécurité de la population) autour d'un thème central : vivre au pays.

La réaffirmation et l'accentuation de la dimension occitane est un fait important. Elle peut permettre le renforcement de l'unité des populations de la région face aux projets du gouvernement. Cette démarche des paysans du Larzac est parallèle à celle des travailleurs de Lip qui ont tissé des liens étroits avec les travailleurs et les couches populaires de Franche-Comté pour créer un rapport de force plus favorable. De plus, le rassemblement de cet été veut être un lien d'unité pour tous ceux « qui ont choisi de lutter pour une autre société, pour une autre vie » (texte de l'appel des paysans du Larzac et du comité millavois de défense du Larzac).

Le PSU, qui a toujours soutenu le combat des paysans du Larzac tant dans sa dimension vivre au pays que dans la remise en cause du rôle de l'armée actuellement, appelle ses militants à venir nombreux et à participer activement aux débats dont les thèmes rejoignent les préoccupations de son programme : « Vivre, produire, travailler autrement. »

Jean-François THORAVAL ■

Bibliographie :

Temps modernes - juin 1977, n° 371. *Gardarem Lo Larzac* - mensuel. *Larzac* : brochure des comités Larzac. *Les fous du Larzac* : Michel Le Bris - France-Sauvage.

et pourtant elle tourne...

Leonid Pliouchtch : « dans le carnaval de l'histoire »

En URSS deux membres du Comité de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki viennent d'être condamnés à de lourdes peines (12 et 15 ans de détention, autant dire au moins pour l'un d'eux la détention à vie). A Moscou, l'on s'attend d'un jour à l'autre à apprendre que se déroule, espérons que ce sera publiquement — ses défenseurs, ici, font pour cela ce qu'il faut —, le procès d'Anatole Chtcharanski, arrêté quasi symboliquement au moment où le D^r Stern était libéré, le 15 mars dernier. Sur lui pèse une accusation d'espionnage d'autant moins crédible que, depuis 1973, ses activités se déroulent au grand jour, et sous la protection non souhaitée d'une escorte très visible, techniquement fort bien équipée, et dont l'on peut sans trop d'efforts imaginer les liens avec le KGB.

Pour comprendre l'angoisse de ceux de leurs amis qui ont pu se réfugier en Occident, pour saisir la nature des liens fraternels qui unissent ces hommes si divers par leurs origines, et leurs options politiques, idéologiques ou religieuses, il faut lire le très beau livre que vient de faire paraître en France Leonid Pliouchtch.

L'on n'y trouvera qu'un passage relativement bref sur les souffrances endurées, l'arrestation et l'internement psychiatrique. Mais l'on y

découvrira le *Samizdat*, non au travers d'une publication, fut-elle clandestine, mais tel qu'il est vécu par ceux qui le font et le diffusent ; échange périlleux, quotidien, où la naïveté et l'inexpérience des uns cherchent l'appui du savoir durement acquis des autres. Ces hommes-là ont entre trente et quarante ans. Ce ne sont ni des rebelles, ni des révolutionnaires, ou bien alors ils ne le sont qu'involontairement. Esprits spontanément indépendants et libres, c'est



Photo Lebrun

de l'endoctrinement permanent qu'ils ont subi toute leur vie que naît leur engagement présent. A vivre avec eux leurs péripéties, leurs découvertes, leurs indignations, à entendre les noms qui circulent parmi eux, vénérés ou proches comme ceux d'amis que pourtant l'on n'a jamais rencontrés, il devient plus aisé aux Occidentaux que nous sommes de les comprendre.

Leur appliquer des étiquettes prises dans notre répertoire habituel ? Ils les dicent, mais ne les refusent pas nécessairement. Elles n'ont pour eux qu'une importance secondaire. Ils sont comme une immense famille où l'on ne renie aucun des siens, quelles que soient les idées qu'ils affichent. Et un but prime tous les autres : sauver ceux qui sont menacés, aider les autres à vivre. C'est-à-dire à penser librement, et à communiquer leur pensée, à ne plus se cacher, à se défendre contre l'arbitraire du pouvoir.

Pour cela, ils ont sonné à toutes les portes, celles des gouvernements, et celles des oppositions. Déçus par ce qu'ils avaient pris pour des régimes démocratiques, ils se retournent vers la gauche, vers nous. C'est, dit de son livre Leonid Pliouchtch, « l'œuvre d'un citoyen soviétique [...] passé d'une foi fanatique dans le pouvoir soviétique à la lutte contre le mensonge et la terreur déchaînée ». C'est surtout l'un des plus remarquables témoignages qu'il nous ait été donné de lire sur la manière dont l'homme peut se dépêtrer de la plus terrible des aliénations, intériorisée au point d'avoir réussi à culpabiliser des millions d'hommes immergés au plus profond de l'ignorance et du doute. C'est un témoignage précieux sur l'aspiration de l'être humain à ce que l'on appelle, d'un mot tout simple, la liberté.

J. B. ■

(1) Paris, Seuil, 1977, 448 p., coll. « Actuels », 59 F.

Helsinki-Belgrade une si longue attente

Les accords d'Helsinki, ratifiés par trente-deux pays d'Europe ainsi que par les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et la Turquie, prévoyaient, le 15 juin 1977, l'ouverture d'une réunion de diplomates désignés par leurs ministres des Affaires étrangères : celle-ci travaille depuis un mois déjà mais n'est parvenu, à ce jour, à aucun résultat. Une seule certitude : la conférence, qu'elle a charge de préparer doit s'ouvrir en octobre prochain. Reste que, pour l'heure, les experts butent sur tous les problèmes. La récente décision du président Carter de ne pas entreprendre la fabrication de bombardiers B1, trop coûteux, n'a pas été jugée positive par les Soviétiques qui n'ont retenue que la décision des USA de poursuivre la production des missiles de croisière Cruise.

La première et la troisième corbeilles — droits de l'homme et développement des échanges culturels et de l'information —, n'ont pas même été encore évoquées. Ce sont elles cependant qui ont soulevé les passions les plus fortes et provoqué les réactions les plus spectaculaires de l'opinion internationale. Cela tient, bien sûr, à l'importance que leur ont donnée les opposants et les dissidents des divers pays de l'Est. On sait que des comités de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki se sont constitués à Moscou, en Ukraine, en Lituanie et en Arménie ; qu'en Tchécoslovaquie la publication de la *Charte 77* a déclenché un mouvement de solidarité dans les pays voisins (Roumanie, Hongrie, Pologne

— où le puissant mouvement de solidarité avec les ouvriers d'Ursus et de Radom obscurcit cependant cet aspect des choses), et considérablement encouragé les démarches publiques des opposants.

Non que les accords innovent en ce domaine ; ils ne vont pas au-delà de la déclaration universelle des droits de l'homme inscrite en tête de la Charte de l'ONU. Bien plus, l'énumération des droits plus spécifiquement défendus resterait très en-deçà de cette dernière, si référence n'y était faite.

C'est ce qui explique que dans les pays occidentaux signataires où le respect des droits est le moins évident, nul, cependant, ne se réclame d'Helsinki. Les victimes du Berufsver-

bot en RFA, les Arméniens et les Turcs frappés par une répression brutale n'y songent pas.

Mais, à l'Est, la ratification et la promulgation de ces textes est apparue comme un levier puissant sur lequel il était possible de s'appuyer pour combattre la répression et en appeler à l'opinion mondiale. Le *Manifeste de la Charte 77* en Tchécoslovaquie relève d'entrée que cet événement « rappelle avec insistance que jusqu'à nouvel ordre, maints droits n'existent... que sur le papier ».

menuet diplomatique

Ce mouvement trouve dans l'opinion publique occidentale un écho considérable. Mais les réactions officielles sont incertaines :

— Les gouvernements redoutent l'accent mis sur ces questions : la négociation sur les accords militaires et économiques, pour eux primordiale, pourraient, pensent-ils, en être gênée ; et les Soviétiques pourraient s'emparer de ce prétexte lorsqu'ils souhaiteraient tergiverser ou marchander. Bien plus, personne ne se sait innocent. Le président Carter a certes fait une déclaration fracassante contre la violation des droits de l'homme en Amérique latine ; mais il lui est difficile de démontrer que les

USA n'y sont pour rien. L'Allemagne et la Yougoslavie, la France elle-même n'ont pas les mains nettes.

— La pression de l'opinion publique, si elle était prise en charge par les formations politiques de gauche et les syndicats, pourrait devenir décisive. Mais la gauche, parfois au pouvoir ou sur le point de l'être, et internationalement solidaire, n'ose s'engager. Elle craint au surplus de se compromettre avec la droite ou l'extrême droite.

Ceux qui font les frais de ce menuet diplomatique, ce sont des hommes de progrès, courageux jusqu'à l'héroïsme, qui se sont parfois avancés très loin dans l'espoir d'obtenir l'appui de l'opinion mondiale ; et le paient très cher.

De la manière dont s'engagera cette bataille, de l'action menée à propos et auprès de la conférence en octobre prochain, et pendant les mois qui suivront, dépendront sans doute et l'avenir de toute la gauche européenne et les choix des opposants de l'Est, déjà partagés entre des options socialistes, nationalistes, voire réactionnaires à s'en tenir à l'idéologie à laquelle certains se réfèrent. C'est toute l'orientation de ce dernier mouvement qui est en jeu — ceux qui tentent à se sentir paralysés par l'énormité de leurs responsabilités ne doivent pas l'oublier.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

Espagne : l'ère démocratique ?

de notre envoyé spécial à Valence, Alain Noël

Après une campagne électorale particulièrement animée, le pays valencien s'est réveillé le 16 juin avec seize députés de gauche et douze députés de droite. Un résultat qui fait plaisir à beaucoup ici mais ne parvient toutefois pas à cacher que les problèmes qui se trouvent posés au terme de quarante ans de dictature fasciste ne sont pas pour autant résolus.

Certes, la campagne a été intense. Les électeurs de la seule province de Valence ont eu à choisir entre 14 listes — pas moins ! — allant des fascistes avoués du « Front national 18 juillet » aux trois listes d'extrême gauche présentées par les trotskistes ou maoïstes non encore légalisés. Le mot d'ordre : « élections = trahison » n'avait pas cours ici, même dans la gauche qu'il est convenu d'appeler la plus extrême. Seule la Confédération nationale du travail (anarchiste), fidèle à ses traditions et à ses principes très fermes, appelait à l'abstention. Mais elle n'a guère fait campagne sur ce thème. Même, elle a participé, d'une certaine façon, au « cirque électoral » que dénoncent ses militants, en organisant un meeting aux arènes de Valence. Les arènes étaient comblées ce jour-là, comme elles l'ont été pour les meetings du Parti communiste espagnol, du Parti socialiste populaire ou du Parti socialiste ouvrier espagnol. Tous les quartiers, tous les villages ont eu leurs meetings, plus modestes il est vrai, les tracts ont été lancés à la volée par dizaines de milliers et les murs couverts d'affiches électorales que l'on retrouvait jusque dans les

autobus, les cabines téléphoniques et les gares.

deux cierges... « pour qu'il y ait beaucoup de monde »

On a beaucoup dit et écrit à propos de la sérénité du peuple espagnol à l'occasion de ces élections. En réalité, la place de la peur a été grande. En effet, les conditions générales n'étaient pas, ne sont toujours pas favorables à une vie politique normale, telle qu'on l'entend dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest. Il suffit de se rappeler que des prisonniers politiques sont toujours dans les prisons franquistes, et que de nombreux partis sont toujours interdits, en particulier les partis trotskistes et maoïstes et le parti carliste. La participation des « gens de la rue » et des travailleurs à la campagne électorale ne va pas toujours de soi. Témoin cette vieille femme : elle n'est pas allée au meeting d'« Unité socialiste (1) », à Tabernes ; elle craignait que cela « tourne mal » ; mais elle a fait brûler deux cierges « pour qu'il y ait beaucoup de monde ». Et chez ceux



Photo Tribune socialiste



Photo Tribune socialiste

qui assistaient au meeting, la prudence était perceptible : on venait écouter, on applaudissait et l'on s'en allait sans se compromettre outre mesure. Peur de la politique. D'autant que les meetings se tenaient souvent dans des locaux qui, quelques semaines auparavant, étaient encore ceux du Mouvement. La peur, on la dépassait pourtant quand s'affrontaient, lors de confrontations toutes propagandistes, militants fascistes ou simplement de droite et militants de gauche : les visages fermés s'ouvraient soudain, les poings se levaient, l'Internationale éclatait et chacun, garçon de café, coiffeur, vieillard ou adolescent, s'en repartait chargé de tracts qu'on distribuait aux passants.



Photo Tribune socialiste

La façon dont s'est déroulée la campagne montre bien que l'Espagne ne vit pas même à l'heure de la démocratie bourgeoise. Les juntes électorales, composées de magistrats désignés par le pouvoir, se sont employées de leur mieux à saboter la campagne des partis de gauche, en leur attribuant, pour les meetings, les heures les moins favorables et les lieux les plus excentriques. Telle réunion électorale d'« Unité socialiste » s'est déroulée dans une salle à côté de laquelle répétait la fanfare municipale.

l'école, la sécu et l'avortement

Le climat d'insécurité latente a retenti sur le contenu même de la campagne des partis de gauche et d'extrême gauche, peu combative par rapport à celle du gouvernement. Les partis ouvriers se sont contentés de dénoncer ceux qui parlent aujourd'hui de la démocratie, alors qu'hier ils la niaient : hésitation à attaquer le gouvernement de front. Ils se sont bornés à réclamer que les Cortes issues des élections soient constituantes, mais

sans préciser quelle Constitution ils voulaient : hésitation à attaquer la monarchie de front. Pour le reste, la campagne a oscillé entre des prises de position de principe sur les libertés et la démocratie — les mêmes pour tous les candidats (à l'exception des fascistes) — et des programmes concernant des points concrets. Au premier plan des revendications : l'école laïque, obligatoire et gratuite ; la réforme fiscale, celle de la Sécurité sociale et du système de santé. Et des mots d'ordre reprenant des campagnes déjà largement engagées dans les mouvements de masse : l'égalité des sexes, le droit au divorce, à la contraception et à l'avortement gratuits, le droit de vote à dix-huit ans...

la valise et le passeport

Le sentiment des militants des partis de gauche est que ces problèmes ne trouveront pas leur solution dans les élections mais dans le développement des luttes — luttes pourtant suspendues, par un accord tacite de toutes les organisations du mouvement ouvrier, le temps de la campagne électorale. C'est en particulier ce que pensent les dirigeants de l'Union des agriculteurs et éleveurs du pays valencien, nouvelle organisation unitaire des paysans. Leurs militants ont participé activement à la campagne, réclamant pour les agriculteurs, qui produisent une très grande part de la richesse de la région, le droit de vivre de leur travail afin de pouvoir ranger définitivement « la valise et le passeport ». Et, sitôt les élections terminées, ils ont déclenché une grande offensive revendicative afin de bénéficier de prix couvrant leurs frais de production, appuyée par un retrait massif des fonds déposés dans les banques et les caisses d'épargne — les fameuses *cajas de ahorro*. Ils continueront à participer à la lutte contre la construction de la centrale nucléaire de Cofrentes dont les eaux de refroidissement doivent irriguer les orangeries qui approvisionnent toute l'Europe.

le drapeau se vend au mètre

Autre revendication majeure, reprise de l'Union du centre démocratique à l'extrême gauche : l'autonomie du pays valencien. Tous les partis, la coalition gouvernementale comprise, ont édité leur propagande en espagnol et en catalan dans un pays où le drapeau national (*la serratina*) se vend au mètre dans les magasins. En théorie, vu le résultat des élections, l'autonomie est pour demain. Mais l'impression qui prévaut est que les choses ne sont pas si claires. Le PSOE, qui faisait figurer l'autonomie dans son programme, et

qui compte dans ses rangs 21 des quarante parlementaires du pays valencien, s'est refusé à participer à une réunion des députés et sénateurs, semblable à celles qui ont eu lieu en Catalogne et au Pays basque. Alors, autonomie ou pas? L'incertitude même révèle l'ambiguïté de la campagne électorale, et des élections elles-mêmes.

deux figures raisonnables

La seule chose claire, en définitive, le seul résultat tangible : les élections ont eu lieu. En sortant du bureau de vote, un militant de l'Unité socialiste du pays valencien (2) disait, mi-plaisant, mi-sérieux : « On a voté et le ciel ne nous est pas tombé sur la tête ». A part cela, l'impression qui ressort est que beaucoup d'énergie a été dépensée pour rien. Le roi a désigné, avant même que les élections aient eu lieu, le président du Parlement. Avant même que le Parlement se soit réuni, il a nommé le gouvernement. Les électeurs, après quarante ans de silence politique, ont été assaillis de programmes qui tous semblaient leur dire la même chose. On a parlé de socialisme jusque dans la coalition gouvernementale. Tout cela a contribué à polariser les choix autour des deux portraits qui couvrent dans les rues, de grands panneaux publicitaires : celui de Suarez et celui de Felipe Gonzalez. Deux figures raisonnables : une droite qui se dit « centre », et un socialisme d'autant plus unanime qu'il est plus vague.

Et les sentiments d'amertume ne sont pas absents : la gauche déjà, n'avait-elle pas gagné les élections en 1936? Un commentateur titre, dans *Diario 16* : un million de mots inutiles. Et le retour en force de l'Opus Dei dans un gouvernement que n'aurait pas désavoué Carrero Blanco pose un problème. L'amiral fait-il partie des morts inutiles?

déjà le futur

Les dés paraissent pipés sur le terrain parlementaire, Gonzalez et Suarez étant d'accord (beaucoup le pensent ici) pour se situer le plus au centre possible afin d'éviter à l'Espagne des mouvements pendulaires. Louable souci! Mais qui montre à l'évidence que la satisfaction proclamée quant à la sérénité des peuples et de la classe ouvrière d'Espagne n'est qu'une façade. Déjà l'attention s'est déplacée vers le futur. Car les élections achèvent de démanteler certains des piliers invisibles du pouvoir franquiste : le réseau politico-administratif qui s'étend jusqu'au plus petit des villages. Dès le lendemain des élections, les démissions de maires et de conseillers municipaux affluaient. Et le mouvement va s'amplifier. Les élections municipales seront une nouvelle phase de la bataille contre les forces néo-franquistes. Les partis de gauche s'y jettent, avec l'appui d'un mouvement d'associations de quartier très puissant et très vivant.

A.N. ■

(1) Unité socialiste : coalition électorale Parti socialiste populaire-Fédération des partis socialistes (FPS).

(2) USPV : parti fédéré de la FPS.



Photo Lebrun

hier, le Portugal

Combien de militants iront au Portugal cet été? Combien de ceux qui y étaient pendant l'été 75 ont eu l'occasion depuis de réfléchir « à froid » à la fois sur les extraordinaires moments qu'ils ont pu y vivre et sur l'épilogue du 25 novembre?

Quelles responsabilités attribuer aux divers acteurs du moment — qu'il ne faut surtout pas limiter au territoire portugais; quels furent les aspects spécifiques du « processus portugais », quels en furent les aspects généraux — c'est-à-dire ceux dont le mouvement ouvrier universel dont le nôtre, peut tirer un enrichissement pour sa propre lutte?

A toutes ces questions on ne peut dire que des réponses complètes aient été apportées jusqu'ici. Un exemple : alors que tout le monde en France parle de nationalisations, personne n'a encore fait la moindre allusion aux « nationalisations sous contrôle ouvrier » — c'est même inscrit dans la Constitution! — qui se sont réalisées au Portugal...

Trop brûlant encore l'été portugais?

D'une manière générale, d'ailleurs, les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche n'ont pas tenté de tirer un bilan d'ensemble du Portugal de 1974-75. Bien que très partiellement, le PSU a été le seul à consacrer un numéro spécial de sa revue théorique à un « premier bilan » (1).

C'est pour ces raisons que le livre d'Arno Münster *Révolution et contre-révolution au Portugal* (2), est un livre utile. Ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage, de lecture aisée, ce n'est pas l'originalité de l'information ni même de l'analyse, c'est la tentative de présentation synthétique des principaux faits et gestes qui ont rythmé le processus entre avril 1974 et juin 1976 (élections présidentielles). En particulier la présentation des « affaires » — celles du 1^{er} mai, au stade, du *Repubblica*, de Radio-Renaissance —, rappelle de fameux souvenirs.

Cependant s'il attire à juste titre l'attention sur les responsabilités, parfois écrasantes, du PS dans ces événements, on ne peut dire que l'attitude — et donc la responsabilité — du PC et de l'extrême gauche soient analysées avec suffisamment de recul et de sérénité.

Une lacune dans ce livre : l'absence de récit de la tentative manquée de gouvernement Fabiao en août 75 : les responsabilités de cet échec auraient été intéressantes à déterminer de même que celles de l'échec du compromis entre Melo Antunes et Otelo à la même période.

L'histoire du 25 novembre perd à

ne pas intégrer les fruits de l'admirable enquête effectuée par J.-P. Faye

dans *Le Portugal d'Otelo* (3). Ces réserves ne doivent toutefois pas masquer l'intérêt du livre. Certes, de cet été 75 l'histoire n'a pas encore été écrite — qui permettrait aux travailleurs de tous les pays de bien profiter de ce qu'ont tenté — oh! bien maladroitement docteur Jean Daniel! — nos camarades portugais. Mais les matériaux rassemblés par le livre d'Arno Münster constituent une phase de cette élaboration historique plus que jamais nécessaire pour que la « révolution portugaise » ne soit pas trahie une nouvelle fois.

Bernard RAVENEL ■

(1) Critique socialiste, n° 25; Paris
(2) Paris, éd., Galilée, 1977, 315 p., 52 F.
(3) Ed. J.-C. Lattès, 1976; cf. TS n° 720 (25 nov.-14 déc. 1976).

● Tous ces ouvrages sont disponibles à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

POUR VOS VACANCES : DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

13, rue du Vert-Bois, 75003 Paris
Tél. : 278.64.01

IL RESTE ENCORE QUELQUES PLACES SUR :

| | | |
|----------------|--------------------------|---------|
| Italie du Nord | du 7 au 28 août | 1 960 F |
| Grèce | du 7 au 28 août | 2 350 F |
| Yougoslavie | du 8 au 28 août | 2 350 F |
| Suède | du 8 au 28 août | 2 460 F |
| Colombie | du 8 août au 5 septembre | 5 200 F |
| Algérie | du 8 au 28 août | 2 200 F |
| Tanzanie | du 30 juillet au 26 août | 4 200 F |
| Albanie | du 15 au 31 août | 2 250 F |

et sur les séjours en France

SUPER CHARTER SUR CUBA
du 3 au 25 août 2 500 F aller/retour

DAR-ES-SALAM
du 30 juillet au 26 août 2 000 F aller/retour

BOGOTA
du 8 août au 5 septembre 2 850 F aller/retour

NE TARDEZ PLUS

Z Voyages - Cor. lic. A 842

les armes de la critique

à la découverte de Norman Spinrad

Né en 1940 à New York, Spinrad vit aujourd'hui à Los Angeles : ou plutôt essaie d'y vivre, car il est sans arrêt pris à parti par des inconnus, qui crèvent les pneus de sa voiture, lui envoient des lettres de menaces, tirent des coups de feu dans ses fenêtres... Il y a de quoi : Spinrad est sans doute l'auteur de SF américain le plus remuant, le plus politisé. Celui qui a fait avancer la SF cent fois plus vite que Jules Verne : une réflexion sur le monde qui nous entoure, sur la politique et le pouvoir.

A travers ses romans, ses nouvelles et ses interviews, Spinrad a pris de nettes positions d'ultra-gauche, sur les problèmes de la technologie, le capitalisme, la guerre du Viet-Nam... C'est assez rare dans la SF anglo-saxonne où on se préoccupe plutôt de couper en quatre les cheveux des petits hommes verts. On s'en rendra compte en lisant une interview de lui par Patrice Duvic, parue dans *Galaxie* n° 115 (éd. Opta, 39, rue d'Amsterdam, 75008 Paris).

Un petit tour rapide des principaux livres de Spinrad traduits en français ne vous fera pas de mal. Trois gouttes dans un peu d'eau, matin, midi et soir :

● **Les Solariens** (Marabout) : une immense guerre galactique (dont la description est l'une des plus crédibles de la SF) dans la lignée du bon vieil « opéra spatial » (« space opera », dans le jargon SF, pour signifier : aventures dans le cosmos). Spinrad y aborde la question de la vie communautaire, à travers une description très positive et réaliste du « Groupe organique » : la famille se meurt, et se voit remplacée par ces formes que les jeunes de la génération d'*Actuel* ont bien connues.

● **Rêve de Fer** (éd. Opta). C'est l'un des livres les plus étonnants de la SF contemporaine. Un roman « d'heroic fantasy » (SF plus féerie) écrit au début des années 40 par Adolf Hitler, alors émigré aux USA, juste avant que l'Allemagne ne devienne communiste : *Le seigneur du Svastika*. Adolf Hitler, grand écrivain américain de la SF de l'Age d'or, a reçu pour ce livre le prix Hugo à la Convention SF de 1954...

Norman Spinrad s'amuse ici à parodier pour dénoncer l'idéologie fascinante de la science-fiction américaine classique. Avec un humour parfois « hénaurme », parfois cruel, il raconte les aventures de Feric Jagger, héros blond et aryen qui va prendre le pouvoir et préserver à tout prix la pureté de la race dans un monde post-atomique. Ce livre a fait scandale aux USA, mais il est pratiquement passé inaperçu en France. On est déjà trop habitués à nos nouveaux Führer...

● **Le Chaos final** (éd. Champ Libre). Dans ce livre furieux, Spinrad raconte l'histoire de la planète Sangre, où tout à la couleur du sang, et dont la capitale, Sade, est siège d'une tyran-

nie féroce, la Confrérie de la douleur. Spinrad met en images le schéma marxiste de l'oppression et de l'exploitation : le bétail humain est au sens propre bouffé par la classe dominante. Ce roman est un peu le pendant littéraire de « Salo » de Pasolini, en nettement moins pessimiste.

● **Les Pionniers du chaos** (éd. Champ Libre). Pour faire sensation, Spinrad a déclaré dans une interview que la lutte des classes n'existait pas... Ici, il la remplace par la lutte des pouvoirs. Et monte un grand spectacle sanglant sur l'anarchie-fiction. On peut ne pas être d'accord, mais c'est quand même mieux que les aventures

libérez Sergueï Paradjanov !

Nous avons pu voir récemment à Paris — un miracle — la dernière réalisation du cinéaste soviétique Sergueï Paradjanov, emprisonné depuis cinq ans et auteur d'un chef-d'œuvre, *Les Chevaux de feu*. Le film que Paradjanov vient de terminer est interdit en URSS et à l'exportation. La copie qui nous a été présentée est mutilée, rayée, censurée. Pourtant, l'immense talent du cinéaste, la profondeur de sa poésie, défient les barrières dressées sur son chemin.

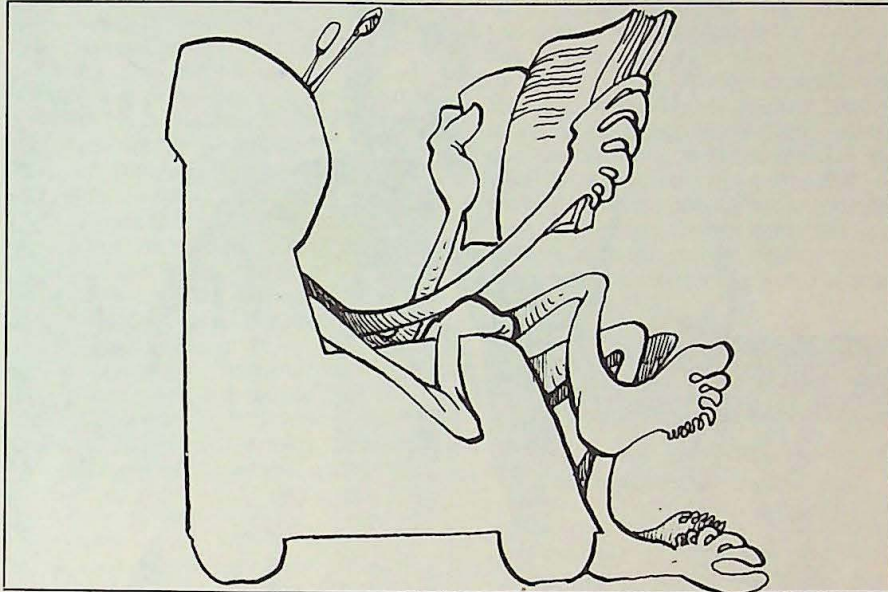
Sayat Nova (Couleur de la grenade), film sans paroles, raconte la vie et la mort d'un prêtre arménien, poète, qui mourut assassiné par les hommes du pouvoir au XVIII^e siècle. Mais Sayat Nova n'est qu'un prétexte. Aucun respect chronologique dans ce long poème à la mémoire d'un peuple qui veut vivre. Pour Paradjanov, le prêtre Sayat Nova est un exemple : celui de la résistance des Arméniens et des artistes. Longs plans fixes, d'une surprenante beauté. Enfance de Sayat Nova, adolescence, âge adulte puis vieillesse : ce n'est pas simplement l'histoire d'un homme — mais l'histoire d'un peuple. Si Sergueï Paradjanov a refusé le dialogue dans son film, c'est qu'il est à lui seul un langage. Il faut réapprendre à lire, à entendre ; il faut comprendre que tous les gestes, les regards, les sourires sont les cris de ceux que l'Ordre a baillonnés. Quelques séquences saisissantes — aveuglement de la censure soviétique : le prêtre creuse un trou, brasse la terre qu'il en arrache — c'est l'enterrement du sol arménien ; le sirop rouge des grenades éventrées — sang d'un peuple anéanti ; « Renaissance ! Renais-

impérialistes des héros yankees auxquelles la SF nous a habitués. Dans ce genre de roman ultra-noir, Spinrad se veut l'écho de la mauvaise conscience américaine qui sévit jusque dans les rangs de la gauche.

Pour en savoir plus sur Spinrad, une fois que vous aurez dégusté la posologie que je viens de vous offrir, vous lirez une étude de Marc Duveau sur son œuvre dans *Galaxie* (121).

tre, dans la veine de ceux de Spinrad, *Immortels en conserve* de Coney et *La planète folie* de John Brunner (éd. L.F., 41, rue de Lancry, 75010 Paris).

Vous pouvez jeter aussi un œil sur le n° 1 de la revue *Mouvance* consacrée aux « communications de masse » : elle accorde une large place à Jack Barron et publie, sur le thème des médias, des nouvelles SF inédites



Duveau connaît son sujet. Il dirige aujourd'hui une nouvelle collection de SF aux Humanoïdes associés (ceux de *Métal Hurlant*), *Horizons illimités*, dont deux romans viennent de paraître.

de Michel Jeury, Jean-Pierre Hubert, Alec Effinger. *Mouvances*, c/o Raymond Milesi, 12, rue Bois-mortier, 57100 Thionville.

Bernard BLANC ■

RUFUS

invite les lecteurs de *TS*
à venir voir son spectacle
les 300 dernières
pour 15 F au lieu de 25 F
au Café de la gare, 22 h
41, rue du Temple
(métro : Hôtel-de-Ville). Tél. : 278-
52-51
jusqu'au 16 juillet
**Présentez *TS* pour votre
réduc**

sance ! « les enfants sur la tombe des musiciens — certitude de la victoire à venir...

Lourd de symboles, *Sayat Nova* parle d'hier pour mieux nous parler d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, Paradjanov est en danger. Sa vue a été gravement atteinte, suite aux travaux pénibles qu'il est obligé de faire dans le camp où il est enfermé. Les raisons « officielles » de son internement ? Homosexualité, trafic d'icônes et « violation de femmes (au pluriel !) et d'enfants (au pluriel !) »...

Les accusations lancées contre Paradjanov ne reposent pas sur grand-chose ; mais elles témoignent quand même d'un état d'esprit assez particulier. Il ne sera jamais trop tard pour dire qu'un pays qui condamne l'homosexualité à d'aussi pénibles peines est un pays qui se condamne lui-même ; jamais trop tard pour répéter qu'un pays qui accumule les témoignages branlants et les accusations légères est un pays qui met à mort la dignité de l'homme et le respect de la vérité.

Fabien GASTELLIER ■



Photo Tribune socialiste

la parole à

Pierre Naville :

«un certain parti pris

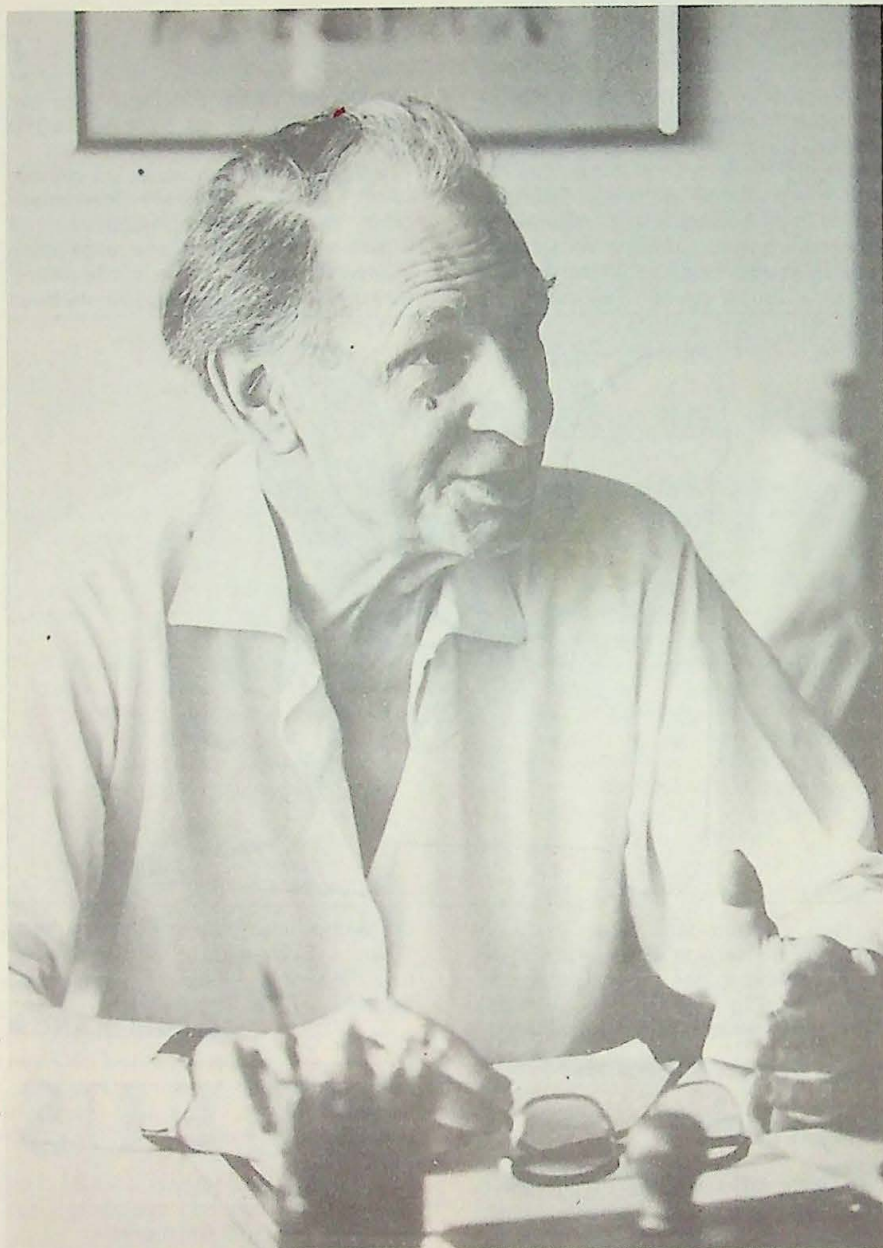


Photo Manuel Joaquín ARPP.

T.S. : Pierre, tu viens de publier, sous le titre *L'Espérance mathématique le premier tome du Temps du sur-réel*. Ce n'est ni une biographie, ni un livre de mémoires, ni un ouvrage d'historien, ni une anthologie — mais un peu tout cela à la fois. Pourquoi ce composé insolite ?

Pierre NAVILLE : *Le Temps du sur-réel* est en réalité le premier tome d'un ouvrage qui s'intitule *L'Espérance mathématique*. L'éditeur a inversé les titres. Il paraît aussi que, pour accrocher l'acheteur, *L'Espérance mathématique*, ce n'est pas fameux. L'expression, qui me paraît caractéristique de beaucoup de choses du monde moderne, est belle pourtant : l'espérance mathématique, c'est l'espérance de vie...

« une impulsion toujours vivante... »

La forme de ce premier volume, ce composé un peu *anormal* dont tu parles, est évidemment liée au but que je me suis fixé : apporter un témoignage — un témoignage vivant — sur un mouvement qui n'était pas seulement littéraire, dans lequel j'ai joué un rôle, et sur lequel

j'ai lu, depuis vingt ou trente ans, bien des ouvrages, notamment d'origine universitaire, qui m'ont beaucoup déplu.

J'ai donc inclus dans ce bouquin à la fois des éléments d'information sur la façon réelle dont ce mouvement a, selon moi, pris naissance ; des éléments d'appréciation plus ou moins rétrospectifs sur ce qui s'est fait alors et sur ce qui m'apparaît, aujourd'hui encore, comme une impulsion toujours vivante en moi ; et, jusqu'à un certain point, des éléments pour l'avenir : l'intervention surréaliste n'a-t-elle pas une signification durable, et dans ce qu'elle a été, et dans ce qu'elle annonce pour une autre époque ? Interviennent enfin des éléments purement personnels : j'avais alors dix-neuf vingt ans ; les événements de ma propre vie, en particulier le rôle qu'a tenu celle qui est devenue ma femme, Denise, (dont je publie, de façon d'ailleurs très fragmentaire, certains écrits), intervenaient dans ma façon de comprendre le mouvement...

Je n'entends pas retracer tout ce qui s'est fait à cette époque ; ni juger tous les écrivains et manifestants du surréalisme. Mais plutôt reprendre un à un quelques-uns des grands thèmes qui ont été, pour moi, les thèmes nouveaux de ce mouvement (ainsi du thème de l'Orient) et même certains

Pierre Naville : l'un des fondateurs du surréalisme. Paradoxalement, ce n'est pas sous ce jour qu'on le connaît le mieux. Mais le connaît-on ? *Economiste (le Nouveau Leviathan notamment), sociologue (sociologie du travail), homme politique, militant (du PSU), poète — oui, poète. On l'avait un peu oublié. Son dernier*

thèmes qui 'ont pas fait matière dans le surréalisme : par exemple la musique. Je lui consacre tout un chapitre. Parce que son absence même me paraissait un paradoxe.

T.S. : Tu n'entends pas juger tous les manifestants du surréalisme. Mais s'agissant du groupe que vous constituiez, tu indiques clairement tes préférences. Par exemple pour Eluard, alors que tu montres peu de tendresse pour Breton. Et tu réhabilites Dali que la gauche a beaucoup malmené.

P.N. : J'ai eu avec Breton, c'était public, des différends graves, suivis de rapprochements — jusqu'à sa mort. Lors de ces fameuses enquêtes sur la sexualité par exemple. Pourquoi en exclure les femmes, ne pas leur demander, au moins, ce qu'elles souhaitaient : participer ou non ? Ce genre de confrontation n'avait d'intérêt — surtout si l'on voulait en publier les résultats — que si on allait jusqu'au bout. Bref on n'était pas d'accord. Je suis allé jusqu'à le menacer... de faire saisir le numéro ! Pourtant, tous les écrits de Breton tournent autour d'une femme y compris ceux qui n'en ont pas l'air.

la révolution, il s'en foutait éperdument

C'était d'ailleurs, pour ceux qui l'ont connu, ce qui faisait l'intérêt de Breton. Quand ça n'allait pas, qu'il était seul ou malheureux, en état de rupture, alors il se mêlait de politique. Mais dès qu'il était repris, c'était fini, le monde pouvait s'écrouler. Faire la révolution, il s'en foutait éperdument.

C'était d'ailleurs très bien ainsi, parce qu'il adoptait cette attitude de manière complète, sans réticence. Non sans problèmes parfois... Mais il arrivait toujours à concilier, trouvait toujours des explications et concluait : « il s'agit d'être honnête avec soi-même, c'est tout. Je suis un honnête homme ».

une adhésion fantomatique au PCF

L'ennui, c'est qu'il faisait des querelles. Et c'est là que je n'étais pas d'accord. J'estimais que lorsqu'on décidait de se lancer dans l'action militante, il fallait le faire au mieux, avec précision — comme lorsque nous faisions un poème, transcriptions le récit d'un rêve, tâtonnements de l'écriture automatique réelle. Et ce sérieux que j'exigeais alors impliquait, devant le mouvement communiste de l'époque, qu'on choisit entre certaines tendances. Breton ne voulait pas aller jusque-là, tout en prétendant en juger...

Il passait son temps à faire le bilan de qui était avec lui et de qui ne l'était pas, qui il fallait écarter et qui récupérer. Les résultats n'étaient pas toujours bons. Et il était très inquisiteur. Mais il avait aussi des côtés fasci-

nants, captivants. Et il a été fidèle à lui-même, jusqu'au bout.

Avec Aragon, la rupture a été radicale. En raison de ses positions politiques et de tout leur entourage idéologique. Pour Eluard, c'était différent : son adhésion au Parti communiste présentait en quelque sorte un caractère fantomatique. Il a bien écrit quelques poèmes ridicules... Mais il a joué, dans le mouvement surréaliste, un rôle qui ne tenait pas seulement à son œuvre poétique, mais à toute son attitude.

jusqu'au bout de l'imagination paranoïaque

Quant à Dali, je ne l'ai pas connu personnellement. Il est venu au surréalisme beaucoup plus tard, à une époque où j'avais autre chose à faire. Je connaissais ses tableaux. Et, assez récemment, j'ai lu ses ouvrages — que je trouve admirables.

On lui reproche ses « paradoxes » — d'avoir mis Lénine en médaillon sur un piano, d'avoir trouvé au dos d'Hitler quelque chose de savoureux... Soit. Pour moi, je suis prêt à passer là-dessus. Dali n'est pas à juger au nom de règles politiques, sociales, économiques. Il a, dans sa peinture, tenté de matérialiser ce que d'autres se bornaient à écrire. Essaie dans un tableau, de reproduire certaines descriptions de Raymond Roussel : tu obtiendras un Dali. Alors, pourquoi louer Roussel et condamner Dali ?

Dali s'est situé carrément dans le domaine de l'imagination paranoïaque et il a décidé de voir ce que ça donnait en allant jusqu'au bout. C'est en regard de cet objectif qu'il faut le juger et non sur son goût des grands hôtels, sur son bluff (car il a voulu faire le malin) et sur sa prétendue fortune, sûrement plus modeste qu'on ne l'a dit ou que celle, par exemple, immense, de Picasso, à qui on ne reproche rien.

T.S. : Cela veut-il dire qu'il y a une optique surréaliste qui diffère profondément d'une optique politique, d'une optique sociologique ou économique ?

P.N. : Oui, jusqu'à un certain point. Dans ce livre, j'ai voulu réagir contre la tendance actuelle à tout vouloir juger d'un point de vue unique. Il y a des contradictions, des oppositions durables, dans la vie sociale, dans la psychologie, dans la vie des gens, dans les probabilités d'événements... La vie a certains aspects lacunaires.

concilier, ou accepter, transitoirement, les contradictions ?

Que faut-il donc faire ? De deux choses l'une : ou l'on concilie tout et l'on ramène tout à un seul point de vue ; mais tout le monde ne réduit pas tout au même point de vue ; ce qui

d'extrémisme et d'expérimentation»

livre nous le rappelle. Livre palimpseste où l'amour occupe pudiquement la mémoire de Pierre. Nous ne reproduisons ici qu'une partie seulement du long entretien qu'il a accordé à *Tribune socialiste*.

créée des heurts entre conceptions *totales*; penses, par exemple, aux luttes entre religions... Ou bien on accepte, transitoirement, sur tel ou tel terrain, de vivre dans un certain état de contradictions. C'est sans doute un peu ce que j'ai fait — d'une manière peut-être plus marquée que d'autres. Mais c'est ce que j'ai été amené à comprendre, qu'on ne pouvait tenter de répondre à certains problèmes *qu'en changeant de terrain*.

T.S. : Ce qui explique les méandres de ton itinéraire personnel (débutés surréalistes, activités militantes du côté des trotskistes d'abord puis, et aujourd'hui encore, au PSU, recherches au CNRS) et la diversité de tes ouvrages? Beaucoup de tes ouvrages sont déconcertés par ces « changements de terrain » qu'accompagnent en outre des changements d'écriture.

P.N. : Changer d'écriture quand on change de terrain, c'est, comme en musique, changer de clef sur une portée, utiliser une échelle de son différente, pour obtenir un autre produit musical. Pour parler du surréalisme, j'ai dû retrouver la manière de parler qui lui convient. Certes, ce n'est pas aisé pour tout le monde : l'écriture, même chez les écrivains « professionnels », devient vite un tic, une façon d'être fossilisée. C'est que la vie sociale nous impose de nous réduire, nous cantonne à ce qui est « utile » c'est-à-dire utilisable économiquement et socialement. Faute de les cultiver, nous perdons des qualités qui ont été les nôtres dans l'enfance, ou

dans notre jeunesse — l'aptitude et le goût de dessiner par exemple.

Tout le courant de la civilisation actuelle tend d'ailleurs à la fois à l'uniformisation des comportements et à la spécialisation : on porte des jeans ; mais on les orne de badges pour les singulariser. Chacun veut être particulier dans l'uniformité. Il en est ainsi, également, de l'activité professionnelle dont la *corporatisation* est dangereuse — y compris dans les domaines scientifiques : il n'y a plus de médecins que spécialistes... J'ai voulu réagir contre ce courant. Au grand scandale de ceux qui m'avaient catalogué, « fiché », et qu'indigne ce type qui prétend avoir des vues sur le surréalisme après avoir versé dans la politique ou l'économie politique.

réagir contre l'uniformisation et la spécialisation

Une théorie très répandue affirme que, moyennant une révolution profonde des conditions sociales et économiques qui sont celles de nos régimes, on pourra rendre aux hommes et aux femmes une certaine disponibilité, une capacité de création de type poétique qui est perdue chez la plupart des êtres, et dont on ne sait trop, au demeurant, ce qu'elle pourrait donner. J'ai essayé de le montrer dans ce livre.

T.S. : Ce danger, que tu évoquais tout à l'heure, de tout vouloir réduire à un point de vue unique, ne le retrouve-t-on pas chez certains philoso-

phes, et chez beaucoup de ceux qui se réclament du marxisme?

P.N. : Justement. Et pas seulement chez les « nouveaux » philosophes, mais aussi chez certains, déjà un peu plus âgés, idéologues de la jeunesse révolutionnaire ou transformatrice. Je trouve qu'ils donnent un peu trop dans une attitude, disons, *unificatrice*. A vouloir résoudre tous les problèmes — la science, l'art, la politique, l'histoire, le passé, le présent et l'avenir —, à partir d'un point de vue, plus ou moins justifié, qui est le leur à un moment donné, que se passe-t-il? Comme c'est une attitude intenable à la longue, qu'ils vieillissent, ils s'avisent un jour que quelque chose ne *colle pas*; alors ils plaquent tout.

Si je veux être modéré, je dirai qu'il y a un certain relativisme à respecter dans les opinions...

T.S. : Mais ce relativisme, n'est-ce pas la voie du scepticisme?

P.N. : Accepter les relations de la variété, ce n'est pas tout tolérer. Plutôt que de parler de relativisme, d'une manière plus radicale, plus tentante, je dirai que nous devons soumettre toutes nos opinions, à tout instant, à un esprit de vigilance, à un esprit de recherche qui nous permettent, constamment, de les réviser. Non par fatigue. Non parce qu'on est battu. Mais parce qu'on a compris qu'il y avait *mieux*.

Ainsi du marxisme, qui, pour moi, est toujours à réinventer. Le mot même de marxisme est d'ailleurs gênant : Marx, c'est le nom d'un homme qui a brassé beaucoup d'idées, beaucoup d'actions; mais enfin, un homme qui ne pouvait pas anticiper sur tous les événements survenus après lui. Sans doute, fournit-il bien les *meilleurs éléments* d'une science sociale dont nous dis-

posons aujourd'hui. Mais il n'a pas réponse à tout, de loin pas. Y a-t-il une théorie marxiste du rêve? Pour ma part, je n'en connais pas. Pourtant le rêve est, dans la vie d'un être humain, un phénomène très important.

De la même manière, le surréalisme ne se présente pas comme un point de vue central qui permettrait de tout juger — la manière de se chausser aussi bien que la façon de voter. Le surréalisme n'a pas de théorie pour expliquer certains phénomènes économiques. Il n'a pas, une fois pour toutes, épuisé tous les problèmes. Beaucoup de jeunes littérateurs se piquent, aujourd'hui, d'être des surréalistes *orthodoxes*. Je ne vois en eux, pour ma part, que de vieilles barbes surréalistes, qui ne comprennent pas que l'esprit surréaliste, c'est, au moins, celui de se renouveler, de chercher autre chose, de découvrir...

Une vertu insurrectionnelle

T.S. : Un bureau de recherches permanent?

P.N. : C'est ça : le bureau de recherches permanent. Ce qui était intéressant dans le groupe que nous étions, ce qui est intéressant dans l'attitude surréaliste, c'est un certain parti pris d'extrémisme et une volonté constante de *vaincre les tabous*, non pas par esprit de dandysisme mais *expérimentalement*. Dans bien des domaines, l'attitude surréaliste a consisté à refuser les vérités imposées et à chercher, dans plusieurs directions, une façon de surmonter les tabous.

Je pense à ces fameuses enquêtes sur la sexualité. Et plus largement à cette manifestation suprême de toute notre vie que nous baptisons *amour*. Les mécanismes démontés par la psychanalyse, par Freud — l'amour de la mère, le phallus-maître, le parricide... —, dont on disait qu'ils expliquaient tout, nous semblaient bien pauvres. « *Et si l'on cassait un peu tout ça?* ». C'est cette volonté qu'ont exprimé parfois des manifestations de dérision : penses au tableau de Max Ernst où la Sainte Vierge fesse l'enfant Jésus.

Même chose pour les attitudes antimilitaristes du groupe. Elles n'avaient rien à voir avec ce pacifisme qu'on trouve dans certain antimilitarisme ou certain anarchisme traditionnels : il s'agissait d'expérimenter une attitude négative contre une idée reçue, en l'occurrence, celle de l'amour de la patrie. Et de l'expérimenter au besoin par des moyens violents, voire militaires. Il y a aussi cette fameuse *lettre à Claudel* qui me paraît encore un merveilleux document, l'expression publique d'une rébellion contre une façon moutonnaire d'admirer certains « grands hommes ».

T.S. : Cette vertu insurrectionnelle du surréalisme, c'est ce qui t'en paraît, aujourd'hui encore, la vertu la plus précieuse?

P.N. : Oui.

Propos recueillis par Claude DESLIAT et José SANCHEZ ■



Photo Manuel Joaquin ARPP



la bd de Bonvi



la télé points de vue

Ces Bretons, pas grand-chose à en attendre ! Et pas un pour racheter l'autre ! On leur donne l'occasion — une fois n'est pas coutume — de se faire mousser, de se mettre en vedette, de se montrer sous tous les angles devant les caméras et des millions de téléspectateurs : il ne leur faut pas plus de cinq minutes pour commencer à s'engueuler comme s'ils étaient entre eux, chez eux, à la fin d'un bon repas...

Ils étaient cinq sur le plateau de Bernard Pivot (*Apostrophes*, vendredi 8 juillet). Cinq à se réclamer, se revendiquer de Bretagne, mais à s'envoyer à la tête leurs clochers, leurs métiers, leurs baragouins, leurs généalogies, leurs pays bouffés aux mythes et aux promoteurs ! Avec ce mélange étonnant de complicité, de fraternité, de mauvaise foi, d'humour distancié, de gros rires et de coups bas !

à bras raccourcis

Ça, les Bretons de partout, devant leur poste, ils se sont amusés. Même que, s'ils en avaient eu l'occasion, ils auraient bien chacun ajouté leur grain de sel... Mais les « autres », les « hexagonaux » ? Ils ont dû vivre ces minutes comme quelques bonnes pages d'*Astérix*, où le vendeur de poisson s'en prend à l'homme de la forge, et où tout le monde s'entend pour tomber à bras raccourcis sur le barde de service...

Certes, Pivot y comptait bien et avait tout fait pour cela. Mais, quand même !

Il y avait là Yves Le Berre, qui vient de traduire « La Bataille de Kerguidu », de Ian Inisan — récit des chouanneries léonardes de 1793. Charles Le Quintrec, journaliste à *Ouest-France*, présentait son dernier roman, « Le Château d'amour ». Youenn Gwernig, son dernier recueil de poèmes en trois langues (breton, anglais, français) « An Dir Dir ».

Per-Jakez Helias, agrégé et déjà best-seller avec « Le Cheval d'Orgueil » (ce qui lui est difficilement pardonné...), récidive avec « les Autres et les miens ». Enfin, le barde fou, Xavier Grall, qui découvrit la celtitude dans l'exil de Sarcelles, vient de commettre un pamphlet paraît-il fulgurant : « Le Cheval couche », visant précisément Hélias et, à travers lui, toutes les bigoudèneries passées...

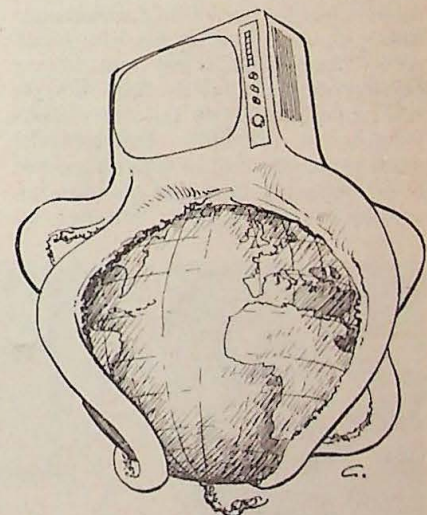
Ce petit monde enfiévré ne consentit à se taire que pour écouter Gwernig dire un poème en langue bretonne, dans son rythme grave et rare.

Avant de s'empoigner à nouveau à l'heure du générique...

Comme à son habitude, Pivot, en fin d'émission, a présenté en vrac un lot des dernières parutions concernant le thème traité. Parmi celles-ci, est apparu une seconde, « L'Histoire de la Bretagne », de Yannick Guin (1). Du même auteur, originaire de Saint-Nazaire, on avait déjà lu la « Commune de Nantes » (1968) et — surtout — « Le Mouvement ouvrier nantais » (1976) (2) qui éclaire les aspects spécifiques du syndicalisme d'action directe dans la région de la Basse-Loire.

« grincements et fureurs »

Guin (que Pivot, on ne sait pourquoi, appelle « gouine ») entreprend dans son dernier livre d'écarter ou de réduire tous les idéalismes, les romantismes d'hier, les populismes d'aujourd'hui, qui occultent la question bretonne. N'en déplaise aux « nouveaux philosophes » ou aux bardes impénitents, il recourt pour ce faire aux outils d'analyse du matérialisme historique, aux apports théoriques d'un Gramsci (les « blocs » socio-politiques), pour mettre à jour, depuis 1789, les lignes d'évolution, les moments-charnières, les clivages de l'histoire de la Bretagne, en rapport



constant avec celle de l'ensemble français.

La tâche n'était ni facile ni indifférente : on sait combien le discours historique, idéologique, sur la Bretagne est resté jusqu'à présent l'apanage de nostalgiques féodaux ou agrariens ; plus récemment, de notables libéraux ou modernistes ou encore de populistes généreux aussi lyriques qu'incohérents...

Cette « contribution à une critique de l'idologie nationaliste » va surprendre bien du monde à rebrousse-poil. Yannick Guin, il l'écrit en introduction, s'attend « aux grincements et aux fureurs ». C'est sa façon à lui d'être Breton.

René LANAR'CH ■

(1) éd. Fr. Maspéro, coll. textes à l'appui, 354 p., 48 F.

(2) La Commune de Nantes (idem), épuisé. *Le Mouvement ouvrier nantais* (idem), 416 p., 55 F.